

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 240

4 février 2009

SOMMAIRE

ABC Marche S.à r.l.	11478	Hines Luxembourg Holdings S.à r.l.	11477
Airfreight Development Worldwide S.A.	11508	Hôtel de la Gaichel	11509
AMCI Worldwide Holdings S.à r.l.	11498	Institut für Angewandte Betriebswirtschaft Holding AG	11476
Andrews S.à r.l.	11514	Intravel	11515
Argos Luxembourg	11506	Inwood S.à r.l.	11512
Astrum S.A.	11510	JP Residential X S.à r.l.	11499
Atwood S.A.	11513	L. Elenz GmbH & Co.	11510
Auris (Luxembourg) S.A.	11475	Levav Consulting S.à r.l.	11508
Barbican S.A.	11511	Lux Real Estate Investments S.A.	11496
Beteiligungsgesellschaft Friedrich S.A. ...	11511	MCB (Beteiligungs- und Grundbesitz) S.à r.l.	11515
Blynn S.A.	11515	Medlux S.A.	11507
Caufort Luxembourg S.à r.l.	11498	Millipart S.à r.l.	11514
Châteauban S.A.	11474	Müller Sàrl	11516
Citation Centre S.A.	11513	Nanou S.à r.l.	11511
ColPrado (Lux) S.à r.l.	11476	Naviglio Holdings 2 S.à r.l.	11478
Deuton S.A.	11477	N.C. Management S.à r.l.	11474
Diag Finance S.A.	11510	Norge Financial S.A.	11514
Egatia S.A.	11512	Patrimonia International S.à r.l.	11476
Entreprise de Constructions Schmit, S.à r.l.	11496	PB2 S.à r.l.	11520
Europe Shipping A.G.	11507	Prefalux S.A.	11477
Expo-Prom S.A.	11475	Q.A.T. II Investments S.A.	11497
Fantuzzi Reggiane Corporation S.A.	11498	Q.A.T. Investments S.A.	11498
First Data International Luxembourg IV S.à r.l.	11516	RCARRE S.A.	11509
First Data Luxembourg IV S.à r.l.	11516	Rutherford S.A.	11513
Flux International Holding Luxembourg S.à r.l.	11499	Satisfactory	11474
G.A. Maintenance S.A.	11497	Société Immobilière de Touraine S.A. ...	11478
Genesisystems Luxembourg S.A.	11499	Spesa GmbH	11497
HECF Germany 1 S.à r.l.	11475	ThalassaVita Centre Esthétique, s.à r.l. ..	11477
Hecker Sàrl	11516	Traiteur Lories Luxembourg, s.à r.l.	11499
Hines GP Luxembourg S.à r.l.	11474	Urbis Development S.à r.l.	11512
Hines Luxembourg Holdings S.à r.l.	11475	Willemite Investments S.A.	11520
Hines Luxembourg Holdings S.à r.l.	11476	YPL Consulting S.à r.l.	11508

N.C. Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 273, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 107.129.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158823/780/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX06053. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Châteauban S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue de Saint Hubert.
R.C.S. Luxembourg B 110.835.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9/12/08.

CERTIFIE CONFORME

A-M. Grieder / F. Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2008158827/2864/15.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01165. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Hines GP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 124.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Elisa GOTTARDI.

Référence de publication: 2008158831/7832/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04355. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Satisfactory, Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 41.603.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2008158840/1161/14.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2008, réf. LSO-CW08576. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Expo-Prom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 69.433.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.12.2008.

Signature.

Référence de publication: 2008158825/298/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX06989. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Hines Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.375,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 106.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Elisa GOTTARDI.

Référence de publication: 2008158833/7832/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04358. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

HECF Germany 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 117.935.

MENTION RECTIFICATIVE

Le bilan rectificatif 31/12/2006 (Rectificatif du dépôt du bilan 31/12/2006 déposé le 29/06/2007 N° L 070082994.06) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2008158843/7832/14.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05627. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Auris (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 133.571.

Le bilan au 31 décembre 2007, le compte de profits et pertes pour la période du 30 octobre 2007 au 31 décembre 2007, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Auris (Luxembourg) S.A.

Decker Guy / Signature

Référence de publication: 2008158847/8284/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04441. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Patrimonia International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Strassen, 28A, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 94.936.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Référence de publication: 2008158829/9754/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07920. - Reçu 99,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Hines Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.375,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 106.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Elisa GOTTARDI.

Référence de publication: 2008158835/7832/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04360. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Institut für Angewandte Betriebswirtschaft Holding AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 61.845.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Pour INSTITUT FÜR ANGEWANDTE BETRIEBSWIRTSCHAFT HOLDING AG

Signature

Référence de publication: 2008158845/1333/14.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07141. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

ColPrado (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 91.723.

Suivant décision du liquidateur, en date du 30 octobre 2008, le siège social de la société a été transféré du 1, rue du Saint-Esprit, L-1475 Luxembourg au 2-4, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg à compter du 10 novembre 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009000225/4025/15.

Enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2008, réf. LSO-CX02232. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Hines Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 19.375,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 106.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 décembre 2008. Elisa GOTTARDI.

Référence de publication: 2008158838/7832/13.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04362. - Reçu 28,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Deuton S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 60.996.

Le bilan au 31/12/2007a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158850/3842/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX06181. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

ThalassaVita Centre Esthétique, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4970 Bettange-sur-Mess, 54A, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 108.935.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Pour Thalassa Vita Centre Esthétique, s.à r.l.

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2009002231/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08185. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Prefalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6117 Junglinster, 6, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 12.558.

MENTION RECTIFICATIVE

Le bilan rectificatif au 31/12/2007 (rectificatif du dépôt du bilan déposé le 04.07.2008 no L080096842) a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 29/12/2008. Signature.

Référence de publication: 2009002249/3525/14.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08162. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Société Immobilière de Touraine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 33.133.

Le bilan au 31/12/2007a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2008158852/3842/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX06184. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080187849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

ABC Marche S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 4A, avenue Gordon Smith.
R.C.S. Luxembourg B 122.191.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY
53, avenue J.F. Kennedy
L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2008158854/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00128. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080187740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Naviglio Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.
R.C.S. Luxembourg B 144.049.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the nineteenth of December.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

Naviglio Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, under number B 129.599,

here represented by Jeremy Schaeffer, employee, with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, by virtue of a proxy given on December 19, 2008.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company:

Chapter I. - Form, Corporate name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Corporate name. There is hereby established among the founding shareholders and all those who may become owners of shares following its incorporation, a company (the "Company") in the form of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of association (the "Articles of Association").

The number of shareholders of the Company may never exceed forty (40) shareholders. The Company may however at any time be composed of a single shareholder as a result of the transfer of shares.

The Company will exist under the corporate name of "Naviglio Holdings 2 S.à r.l."

Art. 2. Registered office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that, in the view of the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Managers.

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings and/or funds, which may be held, through one or several subsidiaries of the Company, and the purpose of which undertakings and/or funds is (i) to acquire land and/or existing buildings in Italy suitable for development and/or redevelopment of medium- to high-quality residential condominium units, (ii) to build such residential condominium units and/or sell these to end-users and (iii) to carry out all other activities related or ancillary thereto in any respect.

The object of the Company consists further in the administration, development and management of such holdings as well as in the direct and/or indirect financing of such undertakings in which it holds, directly or indirectly, a participation or which are members of its group of companies.

The Company may in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participations securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever; (iv) make loans in any form whatsoever, or issue any debt instruments in any form whatsoever, (v) render any other form of direct or indirect assistance of whatever nature to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by providing any advise of whatever nature and (vi) carry out any transactions whatsoever, whether commercial, financial, with respect to movables or immovables, which are directly or indirectly connected with its object.

In general, the Company may carry out any commercial, financial or industrial activity and/or operation which it may deem useful for the accomplishment and development of its objects.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Corporate capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) divided into two hundred and fifty (250) ordinary shares (the "Ordinary Shares" or "Class A Shares") which shall be held by the class A shareholder (the "Class A Shareholder") and two hundred and fifty (250) preferred shares (the "Preferred Shares" or "Class B Shares") which shall be held by the class B shareholder (the "Class B Shareholder"). Each issued share has a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) and is fully paid up.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Classes of shares. The Company has issued two classes of shares:

- (i) the Ordinary Shares; and
- (ii) the Preferred Shares.

The rights and obligations attached to the Ordinary shares and the Preferred Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by Laws or by these Articles of Association, notably as to the entitlement of the Preferred Shares to a preferred distribution of liquidation proceeds.

Art. 7. Shares and transfer of shares.

7.1. Each Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and the resolutions adopted by the single shareholder or the general meeting of shareholders. Each share entitles to one (1) vote.

7.2. The Ordinary Shares and the Preferred Shares will be in the form of registered shares only.

7.3. With respect to the registered shares, a shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office. The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof.

7.4. Each shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

7.5. Ownership of the registered shares will result from the recordings in the shareholders' register.

7.6. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

7.7. Certificates reflecting the recordings in the shareholders register will be delivered to the shareholders. The Company may issue multiple share certificates.

7.8. Each shareholder may only transfer all (but not less than all) its shareholding.

7.9. In any event, the shares may not be transferred, sold, pledged, mortgaged, charged or otherwise encumbered *inter vivos* to non-shareholders unless members representing at least three-quarter (3/4) of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting

Art. 8. Pre-emption right, Drag-along and Tag-along Right.

8.1. When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may transfer freely its shares.

8.2. When the Company is composed of several shareholders, the shareholders may transfer freely all (but not less than all) of its Ordinary Shares or Preferred Shares to an Affiliate of the transferor subject to the condition subsequent that the transferee remains an Affiliate of above transferor.

8.3. When the Company is composed of several shareholders, if a shareholder (the "Transferor") intends to Transfer its entire shareholding or has received from a transferee (the "Transferee") an unsolicited offer, it shall forward a pre-emption offer (the "Pre-emption Offer") to the other shareholder (the "Other Shareholder"), indicating the terms and conditions of the proposed transfer (the "Transfer Terms"). The Pre-emption Offer shall in any case indicate the consideration and the conditions of payment. It is understood that the Pre-emption Offer will represent an irrevocable proposal by the Transferor to Transfer its entire shareholding to the Other Shareholder, under the Transfer Terms (including the consideration) indicated in said Pre-emption Offer.

8.4. Within forty-five (45) days from the date of issuance of the Pre-emption Offer (the "Acceptance Term"), the Other Shareholder may inform the Transferor, by sending an acceptance notice (the "Acceptance Notice"), that it intends to exercise its pre-emption right and acquire, under the Transfer Terms, the entire shareholding of the Transferor. In such a case, (A) on the same date of the Acceptance Notice, the Other Shareholder shall either deposit in escrow with a reputable bank the higher of (a) twenty percent (20 %) of the consideration and (b) ten million euro (EUR 10,000,000.-), or deliver to the Transferor a first demand bank guarantee issued by a reputable bank guaranteeing the payment of the same amount at the closing of the Transfer; and (B) the agreement for the acquisition of the Transferor's entire shareholding shall be completed in the one hundred eighty (180) days following the Acceptance Notice (provided that the escrow deposit or delivery of the bank guarantee above is duly made).

8.5. If the Other Shareholder does not timely send the Acceptance Notice, or make the escrow deposit, or does not deliver the bank guarantee, within the term set forth in the preceding paragraph, the Transferor may freely transfer its entire shareholding to the Transferee, provided that (i) the Transfer is made at terms and conditions that must be either identical or objectively better for the Transferor than the Transfer Terms and (ii) such Transfer of the entire shareholding to the Transferee occurs within two hundred and seventy (270) days from the expiration of the Acceptance Term. Otherwise, prior to the transferring its entire shareholding to a Transferee the Transferor shall send a new Pre-emption Offer to the Other Shareholder and the whole pre-emption procedure indicated in this article shall restart.

8.6. In the event the Transfer Terms provide for a non-monetary consideration (the "Non-monetary Consideration"), the present article 8.7 shall apply to identify the consideration to be paid by the Other Shareholder upon exercise of its pre-emption right:

(i) the Transferor shall indicate in the Pre-emption Offer the monetary price attributed by the Transferor to the Non-monetary Consideration for which the Other Shareholder will be entitled to exercise its pre-emption right;

(ii) In the event that the Other Shareholder objects to the price for the exercise of the pre-emption right as indicated in the Pre-emption Offer, such Other Shareholder will be entitled to request the appointment of a reputable and independent accountant to be selected by the shareholders (the "Accountant") to identify the fair market value of the Non-monetary Consideration by sending a reply notice ("Object Notice") within seven (7) days from the receipt of the Pre-emption Offer;

(iii) the Accountant will have widest power to decide how to proceed, but complying with the principle to hear the arguments of each shareholder, as well as to ask the shareholders and third parties for information and documentation necessary and however relevant for the accomplishment of its task;

(iv) in carrying out its evaluation, the Accountant shall proceed according to his/her prudent objective judgment;

(v) the determination of the Accountant shall be notified to the shareholders within sixty (60) days from the acceptance of the assignment on the part of the Accountant and it will be final and binding on all shareholders;

(vi) without prejudice of the above point (vii), all expenses and fees relevant to the tasks performed by the Accountant shall be shared in equal parts between the Transferor and the Other Shareholder that has sent the Object Notice;

(vii) within seven (7) days of receipt of the communication of the Accountant's decision, both the Transferor and the Other Shareholder exercising its pre-emption right will have the right to withdraw from the Transfer of the entire shareholding at the monetary price determined by the Accountant, by giving a written notice to such effect to the Other Shareholder exercising its pre-emption right or (as the case may be) to the Transferor. In such case, all expenses and fees relevant to the tasks performed by the Accountant shall be charged exclusively to the waiving shareholder.

8.7. If a shareholder intends to Transfer its entire shareholding to a Transferee (which is not an Affiliate of the Transferor) and the pre-emption right of the Other Shareholder is not exercised, said shareholder (the "Dragging Shareholder") shall enjoy the possibility to exercise the following drag along right (the "Drag-along Right") by sending a written notice to the other Shareholder (the "Dragged Shareholder"). In particular, the Dragging Shareholder shall have the right that the Dragged Shareholder delivers to the Transferee an irrevocable and binding offer (the "Drag-along Offer") to Transfer to the Transferee the entire shareholding of the Dragged Shareholder. The Transfer of such shareholding of the Dragged Shareholder shall take place simultaneously with the Transfer of the relevant shareholding of the Dragging Shareholder and at the same terms and conditions at which the Transferee will acquire said shareholding of the Dragging Shareholder but subject to what is indicated below. The Dragged Shareholder shall be obliged to deliver the Drag-along Offer only if such Transfer of said shareholding to the Transferee will allow it to achieve the following two conditions: (i) a minimum of thirty percent (30 %) annual IRR and (ii) a 2.5x multiple on equity contributions and/or shareholders' loans made by the Dragged Shareholder the Company's subsidiaries. If such condition is met, the Dragged Shareholder shall deliver the Drag-along Offer to the Transferee at least 21 days prior to the Transfer of the Dragging Shareholder's entire shareholding.

8.8. In the event that any shareholder (the "Tagged Shareholder") intends to Transfer its entire shareholding to any Transferee (which is not an Affiliate of the Transferor) and the pre-emption right of the other Shareholder is not exercised, said other shareholder (the "Tagging Shareholder") shall enjoy the possibility to exercise the following tag along right (the "Tag-along Right") by sending a written notice within forty-five (45) days after the notification of the Pre-emption Offer. The Tagged Shareholder shall cause the Transferee to deliver to the Tagging Shareholder an irrevocable and binding offer to acquire the entire shareholding of the Tagging Shareholder. The Transfer of such shareholding of the Tagging Shareholder shall take place simultaneously with the acquisition of the relevant shareholding of the Tagged Shareholder and at the same terms and conditions.

8.9. For the purposes of this article 8, the terms:

"Affiliate" shall mean, with respect to any Person, any other Person that directly or indirectly, through one or more intermediaries, Controls, or is Controlled by, or is under common Control with such Person

"Asset" means tangible and/or intangible assets (including real estate properties) and/or shares or units

"Control and Controlled": means a situation pursuant to which, with respect to a Person (the "First Person"), any Person owns, directly or through other Affiliates more than 50 % (fifty per cent) of the share capital or voting rights of the First Person.

"IRR" shall mean the annual discount rate, which, when applied to the relevant positive and negative cash flows, renders the net present value of such cash flows equal to zero as of the relevant reference date.

"Person" shall mean any individual, corporation, partnership, trust, association, limited liability company, joint stock or any other entity or organization, including an authority.

"Transfer" means the (direct or indirect) sale, contribution, assignment, or other form of total or partial disposal (including by way of merger or de-merger), in any condition and for whatever title, in exchange for a consideration, whether monetary or non monetary, singularly or in pool with other Assets, as well as any gratuitous transfer and/or donation and/or transfer for guarantee purposes of ownership of or title to or use of the Assets, in exchange of a consideration or free of charge, in ordinary or extraordinary conditions, for whatever title including as a consequence of sale, or contribution, or disposal, or usufruct, or lease or any other means and "Transferor", "Transferee" and "to Transfer" are construed accordingly

Art. 9. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders

adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

Art. 10. Acquisition of own shares. The Company may acquire its own Ordinary Shares or Preferred Shares. The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the law and subject to their immediate cancellation.

Art. 11. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Chapter III. - Board of Managers, Auditor

Art. 12. Board of Managers.

12.1. The Company shall be managed by a board of Managers (the "Board of Managers"), composed of three (3) members, who need not be shareholders (the "Managers") divided into two (2) categories, respectively the "Class A Manager(s)" and the "Class B Manager(s)".

12.2. The Managers will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be upon the proposal by the Class B Shareholder of at least two (2) candidates for each member of the Board of Managers to be elected.

12.3. The single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, will determine the term of their office for a period not exceeding three (3) years. They will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders.

12.4. If any Manager resigns, dies, retires or is otherwise removed from or leaves the office of Manager of the Company, he shall be replaced by a Manager chosen as set out in Article 12.2.

Art. 13. Meetings of the Board of Managers.

13.1. The Board of Managers will appoint from among the Managers a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary (the "Secretary"), who need not be a Manager.

13.2. The Board of Managers will appoint from among its members a chairman for a one (1) year period (the "Chairman") who will be appointed by a rotation mechanism between the Class A Managers and the Class B Managers. However, in case and as long as a shareholder holds less than fifty percent (50 %) of the Company's issued capital, the Chairman shall be appointed from among the members of the shareholder having fifty percent (50 %) or more of the issued capital independently of the afore mentioned rotation mechanism.

13.3. The Board of Managers may also appoint a secretary, who need not be a member of the Board of Managers, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers (the "Secretary").

13.4. The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. Unless otherwise agreed by all the Managers, a meeting of the Board of Managers must be held at least once every quarter as well as by way of urgency whenever it is necessary according to any external financing arrangement and/or there is a financial shortfall or the reasonable risk that such a shortfall will be originated with respect to the repayment obligations in accordance to any external financing arrangement involving the Company and/or any subsidiary. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require.

13.5. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

13.6. Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one (1) week's notice of Board of Managers meetings shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

13.7. Every Board of Managers meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Managers may from time to time determine. Any member of the Board of Managers may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another member of the Board of Managers as his proxy.

13.8. A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of (i) two (2) Managers comprising one (1) Class A Manager appointed pursuant to the list of candidates from the Class A Shareholder and one (1) Class B Manager appointed pursuant to the list of candidates from the Class B Shareholder or (ii) any two managers in case a shareholder holds less than twenty-five percent (25 %) of the issued shares. Decisions will be taken by a majority of the votes of the members of the Board of Managers present or represented at such meeting.

13.9. Except for decisions to be taken with respect to the matters listed under article 13.10 below, the decisions of the Board of Managers will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting and the Chairman shall not have a casting vote with respect to these matters.

13.10. Decisions to be taken with respect to the matters listed below will be taken by the unanimous vote of all the Managers:

(i) any change in any subsidiary of the Company to (i) the Articles of Association (subject to prior approval of the shareholders), (ii) the corporate structure (e.g., corporate type and/or shareholding), (iii) the corporate governance including the managers or directors (as applicable) and/or the auditor, (iv) the corporate organisation and/or (v) the declaration or payment of any dividend and/or any other distribution;

(ii) the transfer of shares in any subsidiary of the Company;

(iii) the granting of any security on the shares of any subsidiary of the Company save as otherwise required by external financing arrangements;

(iv) the taking of any steps to liquidate, dissolve or wind-up any subsidiary of the Company save as otherwise agreed between the shareholders;

(v) the declaration or payment of any interim dividend and/or any other interim distribution; and

(vi) any decision as regards any external financing, refinancing or amendments to existing external financing of the Company.

13.11. One or more members of the Board of Managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

13.12. In case of urgency, a written decision, signed by all the members of the Board of Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Managers.

13.13. The shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 14. Powers of the Board of Managers. The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Managers.

Art. 15. Management fees and expenses. The members of the Board of Managers, shall not receive a management fee from the Company in respect of the carrying out of their management of the Company.

Art. 16. Managers' liability. No member of the Board of Managers commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. Any such member of the Board of Managers is only liable for the performance of its duties.

Art. 17. Delegation of powers - Representation of the Company. The Board of Managers may delegate special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of its choice.

The Company will be bound towards third parties by the joint signature of any two members of the Board of Managers.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any persons to whom special signatory power has been delegated by the Board of Managers, within the limits of such special power.

However, if the single shareholder or the shareholders have appointed one or several Class A Managers and one or several Class B Managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers, within the limits of such power.

Art. 18. Conflicts of interest - Indemnity. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a member of the Board of Managers, the officers or employees of the Company have a personal interest in, or is a shareholder, director, manager, officer or employee of such other company or firm. Any person related as afore described to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering, voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, in the event that any member of the Board of Managers has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such member of the Board of Managers shall make known such personal interest to the Board of Managers and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such interest of the member of the Board of Managers therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The Company shall indemnify the members of the Board of Managers, the officers or employees of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages to be paid and expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of them

being or having been members of the Board of Managers, officers or employees of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which they shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the present Articles of Association may be entitled.

Art. 19. Minutes of Meetings of the Board of Managers. The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the chairman of the meeting and by the Secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the Secretary (if any) or by any two members of the Board of Managers.

Art. 20. Auditors. The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, may be, and shall be in the cases provided by law, be reviewed by one or more auditors, who need not be shareholders.

The auditor(s) will be elected by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, who will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 21. Powers of the meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested with the general meeting of shareholders pursuant to these Articles of Association and the Laws.

If the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

Art. 22. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders, to be held only if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on 31 March at 6:00 p.m.

If such day is a public holiday, a Saturday or a Sunday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 23. Other general meetings. If the Company is composed of no more than twenty five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers to the shareholders in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen (15) days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and send it to the Company by any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

Unless there is only one single shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with these Articles of Association or the Laws, by the Board of Managers, subsidiarily, by the auditor (if any) or, more subsidiarily, by shareholders representing half (1/2) the corporate capital. The convening notice sent to the shareholders will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for an extraordinary general meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Unless otherwise agreed by all the shareholders, a general meeting of shareholders must be held at least once every quarter.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting of shareholders (if any), may be held abroad if, in the judgement of the Board of Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 24. Attendance - Representation at a meeting of shareholders. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, to be transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself. The Board of Managers, may determine the form of proxy and may request that the proxies be deposited at the place indicated by the Board of Managers at least five (5) days prior to the date set for the meeting. Any legal entity, being a

shareholder, may execute a form of proxy under the hand of a duly authorised officer, or may authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any general meeting of shareholders, subject to the production of such evidence of authority as the Board of Managers, may require. The Board of Managers may determine any other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. The co-proprietors, the usufructuaries and bare-owners of shares, the creditors and debtors of pledged shares must appoint one (1) sole person to represent them at any general meeting of shareholders.

Art. 25. Proceedings at a meeting of shareholders. Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman or by a person designated by the Board of Managers.

The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the shareholders present or re-presented.

The chairman, the secretary and the scrutineer thus appointed together form the board of the general meeting.

Subject to an indication during the general meeting to the other shareholders, any general meeting of shareholders may also be attended by observers appointed by any shareholder.

Art. 26. Vote at a meeting of shareholders. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles of Incorporation, all resolutions will be taken by a majority of the shareholders representing at least half (1/2) of the issued capital.

By exception to the foregoing provisions and solely for the purpose of these Articles, decisions to be taken with respect to the matters listed below shall not be passed without the unanimous approval of all the shareholders:

(i) any change in the Company to (i) its Articles of Association including notably its corporate object, (ii) its corporate structure (e.g., corporate type and/or shareholding), (iii) its corporate governance, (iv) its corporate organisation and/or dividend policy;

(ii) any change in any subsidiary of the Company to the Articles of Association including notably the corporate object;

(iii) the creation of any lien on the shares;

(iv) the taking of any steps to liquidate, dissolve or wind-up the Company; and

(v) the declaration or payment of any dividend and/or any other distribution (including during the liquidation phase).

Except as otherwise required by the Law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by a majority of the shareholders representing at least half (1/2) of the issued capital.

Art. 27. Minutes of shareholder(s)' resolutions. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary of the meeting and the scrutineer of the meeting and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the resolutions adopted by the single shareholder, of the minutes of the general meeting of shareholders as well as the written shareholders resolutions to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any Manager.

Chapter V. - Financial year, Distribution of earnings

Art. 28. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January in each year and ends on the last day of December in the same year.

Art. 29. Adoption of financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed, the Board of Managers draw(s) up and submit within a four (4) month period an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws and Luxembourg accounting practice.

The annual accounts are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders, who shall consider and, if thought fit, adopt these annual accounts.

Prior to such approval, each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 30. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company at least five per cent (5 %) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to

be required as soon and as long as such Legal Reserve amounts to ten per cent (10 %) of the subscribed capital of the Company.

After the allocations to the Legal Reserve, the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits as well as any other profits carry forward again or put into a distributable or available reserve for distribution (the "Available Funds"), will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium, to the shareholders, each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Board of Managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Any and all distribution out of the Available Funds, determined by the Board of Managers or the single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders shall be made only according to the following order (the "Priority Order"):

- (i) first, to the Class B Shareholder, up to an amount of thirty million Euro (€ 30,000,000.-);
- (ii) then, to the Class A Shareholder and the Class B Shareholder, *pari passu* and in proportion to their shareholding in the Company.

Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 31. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved prior to the term provided in article 4 of the present Articles of Association, by a resolution of the single shareholder, or, as the case may be, by the general meeting of shareholders adopted in compliance with the quorum and majority rules set by these Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of these Articles of Association.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation as well as after an ordered disposal of the Company's asset at the best achievable conditions, the net assets shall be distributed to the holders of the shares following the Priority Order.

Chapter VII. - Applicable Law

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the thirty-first of December 2009.

Subscription - Payment

Naviglio Holdings S.à r.l., prenamed, resolves to subscribe for two hundred and fifty (250) Ordinary Shares, having a nominal value of twenty-five Euro (€ 25.-) each, and two hundred and fifty (250) Preferred Shares, having a nominal value of twenty-five Euro (€ 25.-) each, and fully pays them up by contribution in kind in the amount of twelve thousand five hundred Euro (€ 12,500.-) consisting in the following assets and liabilities:

- All the limited partner shares, representing ninety-eight percent (98%) of the share capital of Resitalia Holding S.C.A., a partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 12 rue Léon Thyges, L-2636 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, under number B 95.325, and having an aggregate fair market value of one Euro (€ 1.-);
- assets in the aggregate amount of sixteen million six hundred and eleven thousand seven hundred and sixteen Euro and sixty-four Euro cents (€ 16,611,716.64);
- liabilities in the aggregate amount of sixteen million five hundred and ninety-nine thousand two hundred and seventeen Euro and sixty-four Euro cents (€ 16,599,217.64).

Evidence of the contribution's existence and Value

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been given to the undersigned notary by:

- a balance sheet dated 19th, December 2008 of Naviglio Holdings S.à r.l., prenamed;
- a declaration of Naviglio Holdings S.à r.l., prenamed, attesting that it is the unrestricted owner of the contributed assets and liabilities, and that the value of the contributed assets and liabilities is estimated at twelve thousand and five hundred Euro (€ 12,500.-);

Effective implementation of the contribution

Naviglio Holdings S.à r.l., prenamed, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the contributed assets and liabilities and possesses the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable;

- the contribution of such assets and liabilities is effective as from December 19th, 2008, without qualification;
- all further formalities are in course in the jurisdiction of the location of the assets and liabilities, in order to duly carry out and formalize the transfer and to render it effective anywhere and toward any third party.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at three thousand Euro (€ 3,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

1) The sole shareholder resolves to appoint the following persons as Managers of the Company for an unlimited period of time:

Category A Manager:

- Mr. Giuseppe Statuto, Company Director, born on February 26th, 1967 in Aversa (Italy), having his professional address at 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Category B Managers:

- Mr. Bart Zech, Company Director, born on September 5th, 1969 in Putten (Netherlands), having his professional address at 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Mr. Luciano Salzano, Company Director, born on February 25th, 1948 in Naples (Italy), Consultant, residing in 51G, Via M. Lieti A Capodimonte, I-80131 Naples, Italy.

2) The sole shareholder resolves to fix the address of the Company at 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le dix-neuf décembre.

Par-devant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Naviglio Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 129.599,

ici représentée par Jérémie Schaeffer, employé, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en vertu d'une procuration donnée le 19 décembre 2008

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une Société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er} . - Forme, Dénomination sociale, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination sociale. Il est formé par les associés fondateurs et tous ceux qui deviendront propriétaires de parts sociales à la suite de cette constitution, une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché du Luxembourg (la "Loi") et par les présents statuts (les "Statuts").

Le nombre d'associés de la Société ne pourra jamais excéder quarante (40) associés, propriétaires de la totalité des parts sociales. La Société peut cependant, à toute époque, ne comporter qu'un seul associé, par suite de cessions de parts sociales.

La Société adopte la dénomination "Naviglio Holdings 2 S.à r.l."

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg ou à l'étranger par décision du Conseil de Gérance.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de Gérance.

Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront portées à la connaissance de tout intéressé par le Conseil de Gérance.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de participations, de toute nature ou sous toutes formes, dans des entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, qui seront indirectement tenues par l'intermédiaire d'une ou plusieurs filiales entièrement détenue par la Société, et l'objet de ces entreprises étant (i) d'acquérir des terrains et/ou bâtiments existants en Italie, appropriés à l'aménagement et/ou au réaménagement d'unités d'habitation en copropriété de moyenne à haute qualité, (ii) de construire de telles unités d'habitation en copropriété et/ou de les vendre à des consommateurs finaux et (iii) d'exercer toute autre activité qui est en relation avec ceci ou qui y est de quelque façon accessoire.

La Société a en outre pour objet l'administration, le développement et la gestion de ces participations ainsi que le financement direct et/ou indirect de ces entreprises, dans lesquelles elle tient, directement ou indirectement, une participation ou qui sont membres de son groupe de sociétés.

La Société peut en particulier (i) acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière de portefeuilles titres, actions ou autres titres en représentation de participations, obligations, reconnaissances de dette, certificats de dépôt et autres titres de créance et plus généralement tout titre et instrument financier représentant des droits de propriété, de créance ou de titres cessibles émis par un émetteur public ou privé quelconque; (ii) exercer tous les droits quelconques attachés à ces titres et instruments financiers; (iii) accorder directement et/ou indirectement toute assistance financière quelconque aux entreprises dans lesquelles elle tient une participation ou qui sont affiliées à son groupe d'entreprises, en particulier en accordant des prêts, facilités ou garanties dans toute forme et avec des délais de paiement quelconques, (iv) faire des emprunts dans toute forme quelconque ou émettre des titres de créance dans toute forme quelconque, (v) rendre directement ou indirectement une assistance de nature quelconque sous toute autre forme aux entreprises, dans lesquelles elle tient une participation ou qui sont affiliées à son groupe de sociétés, en particulier en donnant des avis de nature quelconque et (vi) effectuer toute transaction quelconque, soit commerciale, soit financière, mobilière ou immobilière qui est directement ou indirectement en relation avec son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Capital social, Actions

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents Euro (EUR 12,500-), divisé en deux cent cinquante (250) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales Ordinaires" ou les "Parts Sociales de Catégorie A") qui seront détenues par l'associé de catégorie A (l'"Associé de Catégorie A") et deux cent cinquante (250) parts sociales privilégiées (les "Parts Sociales Privilégiées" ou les "Parts Sociales de Catégorie B") qui seront détenues par l'associé de catégorie B (l'"Associé de Catégorie B"). Chaque part sociale a une valeur nominale de vingt-cinq Euro (EUR 25,-) et est entièrement libérée.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire dans les Statuts ou dans la Loi.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix de rachat de parts sociales que la Société a racheté à ses associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux associés, ou pour affecter ces fonds à la réserve légale.

Art. 6. Classes d'actions. La Société a émis deux catégories de parts sociales:

- (i) les Parts Sociales Ordinaires, et
- (ii) les Parts Sociales Privilégiées.

Les droits et obligations attachés aux Parts Sociales Ordinaires et aux Parts Sociales Privilégiées seront les mêmes, sauf dans la mesure où la Loi ou les présents Statuts en disposent différemment, notamment en ce qui concerne les droits des Parts Sociales Privilégiées à une distribution privilégiée du boni de liquidation.

Art. 7. Actions et transfert d'Actions.

7.1 La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux résolutions adoptées par l'associé unique ou l'assemblée générale des associés. Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

7.2 Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Privilégiées seront exclusivement nominatives.

7.3 Pour ce qui est des parts sociales nominatives, un registre des associés dont tout associé pourra prendre connaissance sera tenu au siège social. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque associé et l'indication du nombre de parts sociales qu'il tient, l'indication des paiements effectués sur ses parts sociales ainsi que les transferts de parts sociales avec leur date.

7.4 Chaque associé notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse ainsi communiquée.

7.5 La propriété des parts sociales nominatives résultera de l'inscription dans le registre des associés.

7.6 Le transfert de parts sociales doit être formalisé par acte notarié ou par contrat sous seing privé. Un tel transfert n'est opposable à la Société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle, suivant les règles sur le transport des créances établies par l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois sur le transport des créances.

7.7 Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des associés seront délivrés aux associés. La Société peut émettre des certificats de parts sociales multiples.

7.8 Chaque associé peut transférer toute sa participation, sous réserve que le transfert porte sur l'intégralité de la participation.

7.9 En toute hypothèse, les parts sociales ne pourront être transférées, vendues, gagées, hypothéquées ou données en sûreté de quelque manière que ce soit entre vifs à des tiers non-associés à moins que des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social l'ait accepté en assemblée générale.

Art. 8. Droit de préemption, Droits de sortie totale et de sortie conjointe.

8.1 Lorsque la Société est composée d'un associé unique, l'associé unique peut librement transférer ses parts sociales.

8.2 Lorsque la Société est composée de plusieurs associés, les associés peuvent transférer librement leurs Parts Sociales Ordinaires ou leurs Parts Sociales Privilégiées (sous réserve que le transfert porte sur la totalité des Parts Sociales Ordinaires et/ou des Parts Sociales Privilégiées) à un Affilié du cédant sous la condition résolutoire que le cessionnaire demeure un Affilié dudit cédant.

8.3 Lorsque la Société est composée de plusieurs associés, si un associé (le "Cédant") entend Transférer l'entièreté de sa participation ou a reçu d'un cessionnaire (le "Cessionnaire") une offre non sollicitée, il communiquera à l'autre associé (l'"Autre Associé") une offre de préemption (l'"Offre de Préemption") indiquant les termes et conditions du transfert proposé (les "Termes du Transfert"). L'Offre de Préemption indiquera en tous état de cause le prix du transfert et les conditions de paiement. Il est entendu que l'Offre de Préemption constituera une proposition irrévocable du Cédant de Transférer l'entièreté de sa participation à l'Autre Associé selon les Termes du Transfert (y inclus le prix) indiqués dans l'Offre de Préemption susmentionnée.

8.4 Endéans quarante-cinq (45) jours à partir de la date d'émission de l'Offre de Préemption (le "Délai d'Acceptation"), l'Autre Associé aura la possibilité d'informer le Cessionnaire, par l'envoi d'une notification d'acceptation (la "Notification d'Acceptation"), qu'il entend exercer son droit de préemption et acquérir, selon les Termes du Transfert, l'entièreté de la participation du Cédant. Dans un tel cas, (A) à la date de la Notification d'Acceptation, l'Autre Associé déposera en séquestre auprès d'une banque de bonne réputation, le plus élevé des deux montants suivants: (a) 20 % du prix et (b) 10 millions d'euros (10.000.000,- EUR), ou remettra au Cédant une garantie bancaire à première demande émise par une banque de bonne réputation en garantie du paiement du même montant lors de la clôture du Transfert; et (B) la convention portant sur l'acquisition de l'entièreté de la participation du Cédant devra être réalisée dans les cent quatre vingt (180) jours suivant la Notification d'Acceptation (sous condition que le dépôt sous séquestre ou la délivrance de la garantie bancaire susmentionnés aient été dûment effectués).

8.5 Si l'Autre Associé n'envoie pas de Notification d'Acceptation dans les délais, ou n'effectue pas le dépôt sous séquestre, ou ne délivre pas la garantie bancaire endéans le délai fixé au paragraphe précédent, le Cédant peut librement transférer l'entièreté de sa participation au Cessionnaire, sous condition que (i) le transfert soit effectué selon des termes et conditions qui doivent soit être identiques, soit objectivement plus favorables au Cédant que les Termes du Transfert et (ii) un tel Transfert de l'entièreté de sa participation au Cessionnaire survienne endéans les deux cent soixante-dix (270) jours à partir de l'expiration du Délai d'Acceptation. A défaut, avant le transfert de toute sa participation à un Cessionnaire, le Cédant devra envoyer une nouvelle Offre de Préemption à l'Autre Associé et la procédure de préemption prévue par le présent article devra de nouveau être suivie.

8.6 Dans l'hypothèse où les Termes du Transfert prévoient une contrepartie non-monétaire (la "Contrepartie Non-monétaire"), le présent article 8.7 s'appliquera aux fins de déterminer le prix qui devra être payé par l'Autre Associé en cas d'exercice de son droit de préemption:

(i) le Cédant indiquera dans l'Offre de Préemption le prix monétaire attribué par le Cédant à la Contrepartie Non-monétaire pour laquelle l'Autre Associé aura le droit d'exercer son droit de préemption;

(ii) dans l'hypothèse où l'Autre Associé objecte le prix pour l'exercice du droit de préemption tel qu'indiqué dans l'Offre de Préemption, l'Autre Associé aura le droit de demander la désignation d'un auditeur indépendant et de bonne réputation désigné par les associés (l'"Auditeur") pour déterminer la valeur marchande de la Contrepartie Non-monétaire, en envoyant un avis de réponse (l'"Avis d'Objection") endéans les sept (7) jours à partir de la réception de l'Offre de Préemption;

(iii) l'Auditeur aura le pouvoir le plus large pour décider comment procéder, tout en se conformant aux principes d'audit de chaque associé et de demande aux associés et aux tiers des informations et de la documentation nécessaire et appropriée pour l'accomplissement de sa tâche;

(iv) dans l'accomplissement de son évaluation, l'Auditeur procédera selon son jugement objectif et prudent;

(v) la décision finale de l'Auditeur, engageant tous les associés, sera notifié aux associés endéans les soixante (60) jours à partir de l'acceptation de sa mission par l'Auditeur;

(vi) sans préjudice du point (vii) ci-dessous, toutes les dépens et honoraires correspondant aux tâches exécutées par l'Auditeur seront partagés à parts égales entre le Cédant et l'Autre Associé qui a envoyé l'Avis d'Objection;

(vii) endéans les sept (7) jours à partir de la réception de la communication de la décision de l'Auditeur, le Cédant et l'Autre Associé exerçant son droit de préemption auront chacun le droit de se retirer du Transfert de l'entièreté de la participation au prix monétaire décidé par l'Auditeur, en adressant un avis écrit à cet effet à l'Autre Associé exerçant son droit de préemption ou (le cas échéant) au Cédant. Dans un tel cas, tous les dépens et honoraires correspondant aux tâches exécutées par l'Auditeur seront facturés exclusivement à l'associé renonçant.

8.8 Si un associé entend Transférer l'entièreté de sa participation à un Cessionnaire (qui n'est pas un Affilié du Cédant) et que le droit de préemption de l'Autre Associé n'est pas exercé, ledit associé (l'"Associé Sortant") bénéficiera de la possibilité d'exercer un droit de sortie totale (le "Droit de Sortie") en adressant un avis écrit à l'Autre Associé (l'"Associé Forcé à Sortir"). Plus particulièrement, l'Associé Sortant aura le droit à ce que l'Associé Forcé à Sortir remette au Cessionnaire une offre irrévocable et liante (l'"Offre de Sortie Totale") de Transférer au Cessionnaire l'entièreté de la participation de l'Associé Forcé à Sortir. Le transfert d'une telle participation de l'Associé Forcé à Sortir devra se faire simultanément avec le transfert de la participation de l'Associé Sortant et aux mêmes termes et conditions auxquels le Cessionnaire acquerra ladite participation de l'Associé Sortant mais sous réserve de ce qui suit. L'Associé Forcé à Sortir ne sera obligé de remettre l'Offre de Sortie Totale seulement si un tel Transfert de ladite participation permettra au Cessionnaire de remplir les deux conditions suivantes: (i) un minimum de 30 % de TRI annuel et (ii) la somme de 2,5 fois les apports en capital et/ou des avances d'associés faites par l'Associé à Sortir aux filiales de la Société. Si cette condition est remplie, l'Associé Forcé à Sortir remettra l'Offre de Sortie Totale au Cessionnaire au moins 21 jours avant le Transfert de toute la participation de l'Associé Sortant.

8.9 Dans l'hypothèse où un associé (l'"Associé Forcé à Sortir Conjoint") entend Transférer toute sa participation à un Cessionnaire (qui n'est pas un Affilié du Cédant) et que le droit de préemption de l'Autre Associé n'est pas exercé, l'Autre Associé (l'"Associé Sortant Conjoint") bénéficiera d'un droit de sortie conjointe (le "Droit de Sortie Conjointe") en adressant un avis écrit endéans un délais de quarante-cinq (45) jours à partir de la notification de l'Offre de Préemption. L'Associé Forcé à Sortir Conjoint fera en sorte que le Cessionnaire délivre à l'Associé Sortant Conjoint une offre irrévocable et liante d'acquérir l'entièreté de la participation de l'Associé Sortant Conjoint. Le transfert d'une telle participation de l'Associé Sortant Conjoint devra se faire simultanément avec l'acquisition de la participation de l'Associé Forcé à Sortir Conjoint et aux mêmes termes et conditions.

8.10 Aux fins de cet article 8, les termes:

"Affilié" signifie, relativement à une Personne, toute autre Personne qui, directement ou indirectement, à travers un ou plusieurs intermédiaires, Contrôle ou est Contrôlée par, ou est sous le même Contrôle que celui de cette Personne.

"Actifs" signifie des actifs corporels et/ou incorporels (incluant des propriétés immobilières) et/ou des actions, parts sociales ou droits sociaux.

"Contrôle et Contrôlé" signifie une situation dans laquelle, en ce qui concerne une Personne (la "Première Personne"), toute Personne détient, directement ou par l'intermédiaire d'autres Affiliés, plus de 50 % (cinquante pourcent) du capital ou des droits de vote de la Première Personne.

"TIR" signifie le taux d'escompte annuel, lequel, appliqué au flux de capitaux positifs et négatifs concernés, rend la valeur actuelle nette de ces flux de capitaux égale à zéro à la date de référence concernée.

"Personne" signifie tout personne physique, société, partenariat, trust, association, société à responsabilité limitée, société par actions ou tout autre entité ou organisation, incluant une autorité.

"Transfert" signifie la vente (directe ou indirecte), l'apport, la cession, ou toute autre forme de disposition totale ou partielle (y compris par voie de fusion ou scission), sous toute condition et à quelque titre que ce soit, en échange d'une contrepartie, monétaire ou non monétaire, individuellement ou en association avec d'autres Actifs, ainsi que tout transfert gratuit et/ou donation et/ou transfert à titre de garantie de la propriété ou du titre ou de l'utilisation des Actifs, en échange d'une contrepartie ou sans frais, dans des conditions ordinaires ou extraordinaires, à quelque titre que ce soit y compris comme conséquence d'une vente, d'un apport, d'une disposition, d'un usufruit, d'un bail ou de tout autre moyen et "Cédant", "Cessionnaire" et

"Transférer" doivent être interprétés en conséquence.

Art. 9. Augmentation et Réduction de capital. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution des actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la loi pour toute modification des Statuts.

Art. 10. Achat d'actions propres. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales Ordinaires ou Parts Sociales Privilégiées. L'acquisition et la détention de ses propres parts sociales se fera conformément aux conditions et dans les limites établies par la Loi et sous réserve de leur annulation immédiate.

Art. 11. Incapacité, Faillite ou Déconfiture d'un associé. L'incapacité, la faillite ou la déconfiture ou tout autre évènement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraînent pas la liquidation de la Société.

Chapitre III. - Conseil de gérance, Auditeurs

Art. 12. Conseil de Gérance.

12.1 La Société est gérée et administrée par un Conseil de Gérance (le "Conseil de Gérance") composé de trois (3) membres qui n'ont pas besoin d'être associés (les "Gérants"), divisés en deux catégories (les "Gérants de Catégorie A" et les "Gérants de Catégorie B").

12.2 Les Gérants seront élus par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés, le cas échéant sur proposition de l'Associé de Catégorie B d'au moins deux (2) candidats pour chaque membre du Conseil de Gérance à élire .

12.3 L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés, déterminera le terme de leurs fonctions pour une période n'excédant pas trois (3) ans. Ils exerceront leurs fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent démissionner à tout moment, avec ou sans cause, par une résolution adoptée par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés.

12.4 Si un Gérant démissionne, meurt, part à la retraite, est révoqué ou se retire de quelque manière que ce soit de ses fonctions de Gérant, il sera remplacé par un Gérant choisi comme stipulé à l'article 12.2.

Art. 13. Réunions du Conseil de Gérance.

13.1 Le Conseil de Gérance désignera parmi ses membres un président (le "Président"). Il peut également désigner un secrétaire qui ne doit pas être Gérant.

13.2 Le Conseil de Gérance désignera parmi ses membres un président pour une période d'un (1) an (le "Président") qui sera désigné conformément à un mécanisme de rotation entre les Gérants de Catégorie A et les Gérants de Catégorie B. Cependant, en cas et aussi longtemps qu'un associé détient moins de cinquante pourcent (50 %) du capital social de la Société, le Président sera désigné parmi les membres des associés détenant cinquante pourcent (50 %) ou plus du capital social indépendamment du mécanisme de rotation mentionné précédemment.

13.4 Le Conseil de Gérance se réunira sur la convocation du Président. Sauf accord unanime des Gérants, une réunion du Conseil de Gérance doit être tenue au moins chaque trimestre et, en cas d'urgence, chaque fois que c'est nécessaire en vertu de tout accord de financement externe et/ou s'il y a un déficit financier ou le risque raisonnable qu'un tel déficit se produise en raison des obligations de remboursement conformément à tout accord de financement externe impliquant la Société et/ou toute filiales. Une réunion du Conseil de Gérance devra être convoquée si deux des Gérants le demandent.

13.5 Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance peut désigner à la majorité des membres présents à une telle réunion un autre membre du Conseil de Gérance comme président temporaire.

13.6 Avis écrit et transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, des réunions du Conseil de Gérance sera donné au moins une (1) semaine avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence ou s'il y a accord préalable de tous ceux qui sont autorisés à y assister. La convocation indiquera l'heure et le lieu de la réunion et contiendra l'ordre du jour ainsi qu'une description des opérations dont il sera traité. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, de chaque membre du Conseil de Gérance. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

13.7 Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance choisira de temps à autre. Tout membre du Conseil de Gérance pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre membre du Conseil de Gérance comme son mandataire.

13.8 Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si (i) deux (2) Gérants comprenant un (1) Gérant de Catégorie A nommé parmi la liste des candidats proposés par l'Associé de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B nommé parmi la liste des candidats proposés par l'Associé de Catégorie B ou (ii) deux Gérants de toute catégorie au cas où un associé détient moins de vingt-cinq pourcent (25 %) des actions émises, sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres du Conseil de Gérance (s'il y en a) présents ou représentés lors de la réunion.

13.9 A l'exception des décisions prises dans les matières énumérées à l'article 13.10 ci-dessous, les décisions du Conseil de Gérance seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à une telle réunion et le Président n'aura pas de voix prépondérante en ce qui concerne ces matières.

13.10 Les décisions à prendre dans les matières listées ci-dessous seront prises à l'unanimité des Gérants:

(i) toute modification, concernant toute filiale de la Société (i) des statuts (sous réserve d'approbation préalable des associés), (ii) de la structure sociétale (notamment forme de société et/ou actionariat), (iii) des règles de gouvernement d'entreprise incluant les gérants et les administrateurs (selon le cas) et/ou le commissaire aux comptes, (iv) de l'organisation sociétale et/ou (v) la déclaration ou le paiement de tout dividende et/ou de toute autre distribution;

(ii) le transfert de droits sociaux émis par toute filiale de la Société;

(iii) l'octroi de toute sûreté portant sur les droits sociaux émis par toute filiale de la Société sauf en application d'accords de financement externe;

(iv) l'accomplissement de toutes démarches pour liquider, dissoudre ou mettre en faillite toute filiale de la Société sauf accord contraire des associés;

(v) la déclaration ou le paiement de tout dividende intérimaire ou de toute autre distribution intérimaire; et

(vi) toute décision concernant tout financement externe, refinancement ou modifications du financement externe existant de la Société.

13.11 Un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant à communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalente à une présence physique à la réunion.

13.12 En cas d'urgence, une décision écrite signée par tous les membres du Conseil de Gérance est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu, et chacun de ces documents étant signé par un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

13.13 Les associés ne doivent ni participer ni s'immiscer dans la gestion de la société.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil de Gérance. Le Conseil de Gérance ont les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par les Statuts ou par la Loi à l'associé unique ou à l'assemblée générale des associés, selon le cas, relèvent de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 15. Rémunération et Dépenses. Les membres du Conseil de Gérance ne seront pas rémunérés par la Société au titre de la gestion de la Société.

Art. 16. Responsabilité des gérants. Les membres du Conseil de Gérance n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société. Chaque Gérant ou membre du Conseil de Gérance est uniquement responsable de ses devoirs à l'égard de la Société.

Art. 17. Délégation de pouvoirs - Représentation de la Société. Le Conseil de Gérance peut conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de son choix.

Vis à vis des tiers, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance.

Vis à vis des tiers, la Société sera également engagée par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil de Gérance mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Cependant, si l'associé unique ou les associés ont nommé un ou plusieurs Gérants de Catégorie A et un ou plusieurs Gérants de Catégorie B, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B ou par les signatures conjointes ou la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par le Conseil de Gérance, dans les limites d'un tel pouvoir.

Art. 18. Conflit d'Intérêts. Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un membre du Conseil de Gérance, le ou les Gérant(s), fondés de pouvoirs ou employés de la Société ont un intérêt personnel dans telle autre société ou entreprise, ou en sont administrateur, associé, fondé de pouvoirs ou employé. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions au seul motif de ce lien avec cette autre société ou entreprise,

Nonobstant ce qui précède, au cas où un qu'un membre du Conseil de Gérance ou un Gérant (s'il y en avait deux) aurait ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, il devra en aviser le Conseil de Gérance ou l'autre Gérant et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet de cette transaction. Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel du membre du Conseil de Gérance ou du Gérant devront être portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des associés.

La Société indemniserà les membres du Conseil de Gérance, le(s) Gérant(s), les fondés de pouvoirs ou employés de la Société et, le cas échéant, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'il ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions

actuelles ou anciennes de membre du Conseil de Gérance, de Gérant, de fondé de pouvoirs ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des présents Statuts.

Art. 19. Procès-Verbaux de Résolutions de Gérance. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil de Gérance seront signés par le Président et par le Secrétaire (s'il y en a) de la réunion. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le Président et, le cas échéant, par le Secrétaire (s'il y en a) ou par deux membres du Conseil de Gérance.

Art. 20. Commissaire aux Comptes. Les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent être contrôlés, et devront obligatoirement l'être dans les cas prévus par la Loi, par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non.

Le ou les commissaires aux comptes, seront nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui détermineront leur nombre pour une durée qui ne peut dépasser six ans et ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Chapitre IV. - Assemblée générale des Associés

Art. 21. Pouvoirs de l'Assemblée des Associés. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés est investie de tous les pouvoirs qui lui sont réservés par les présents Statuts et par la Loi.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la Loi à l'assemblée générale des associés. Dans ce cas, les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

Art. 22. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle, qui doit se tenir uniquement dans le cas où la Société comporte plus de 25 associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations, le 31 mars à 18.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, un samedi ou un dimanche, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 23. Autres assemblées générales. Si la Société ne comporte pas plus de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par le Conseil de Gérance aux associés par écrit et transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Dans ce dernier cas les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception du texte de la résolution proposée. Les conditions de quorum et de majorité applicables à l'adoption de résolutions par l'assemblée générale des associés doivent s'appliquer mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les présents Statuts ou la Loi, sur convocation du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en a un), ou plus subsidiairement, des associés représentant la moitié (1/2) du capital social. La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée ainsi que l'ordre du jour de l'assemblée générale et une indication des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale extraordinaire doit également décrire toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société. Si tous les associés sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Sauf accord contraire de l'ensemble des associés, une assemblée générale des associés doit être tenue au moins chaque trimestre.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le ou les Gérant(s) ou, selon le cas, le Conseil de Gérance, le requièrent.

Art. 24. Présences - Représentation. Tous les associés ont le droit de participer et de prendre la parole aux assemblées générales des associés.

Tout associé peut prendre part aux assemblées générales en désignant par écrit, pouvant être transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire, associé ou non. Le Conseil de Gérance peut arrêter la forme des procurations et ils peuvent exiger que les procurations soient déposées au lieu indiqué par le Conseil de Gérance au moins cinq (5) jours avant la date fixée pour l'assemblée. Tout associé, personne morale, peut donner procuration par l'intermédiaire d'une personne dûment habilitée ou peut autoriser toute personne qu'il estime

apte à agir comme son représentant à une assemblée générale des associés, à condition de fournir toute preuve de pouvoirs de représentation que le Conseil de Gérance pourraient exiger. Le Conseil de Gérance peut déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation aux assemblées générales des associés.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nu-proprétaire d'actions, les créanciers et les débiteurs d'actions mises en gage doivent désigner une (1) seule personne pour les représenter à l'assemblée générale des associés.

Art. 25. Procédure à l'assemblée générale des associés. Chaque assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par le Conseil de Gérance.

Le président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un scrutateur parmi les associés présents ou représentés.

Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

A condition d'être indiqué pendant l'assemblée générale aux autres associés, toute assemblée générale des associés peut être suivie par des observateurs nommés par tout associé.

Art. 26. Vote à l'assemblée des associés. Une liste de présence, indiquant le nom des associés et le nombre des parts sociales pour lesquelles ils votent, est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des associés.

L'assemblée générale des associés peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des associés décide d'adopter une autre procédure de vote.

Sauf stipulation contraire requise par la Loi ou les présents Statuts, toutes les résolutions seront prises à la majorité des associés représentant au moins la moitié (1/2) du capital social.

Par exception aux dispositions précédentes et seulement pour l'application des présents Statuts, les décisions à prendre dans les matières listées ci-dessous ne pourront être adoptées sans l'approbation unanime de tous les associés:

(i) toute modification (i) des Statuts, notamment de l'objet social (ii) de la structure sociétale de la Société (notamment forme de la Société et/ou actionnariat), (iii) des règles de gouvernement d'entreprise de la Société, (iv) de son organisation sociétale et/ou de sa politique en matière de dividende;

(ii) toute modification des statuts de toute filiale de la Société, notamment de l'objet social;

(iii) la création de tout privilège sur les parts sociales;

(iv) l'accomplissement de toutes démarches pour liquider, dissoudre ou mettre en faillite la Société; et

(v) la déclaration ou le paiement de tout dividende et/ou toute autre distribution (y compris pendant la période de liquidation).

Art. 27. Procès-verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales des associés sont signés par le président de l'assemblée, le secrétaire de l'assemblée et le scrutateur de l'assemblée et peuvent être signés par tout associé ou mandataire d'associé qui en fait la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique sont consignées par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions adoptées par l'associé unique, des procès verbaux de l'assemblée générale des associés ainsi que les résolutions écrites des associés à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par un Gérant.

Chapitre V. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 28. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier janvier de chaque année et finit le 31 décembre de la même année.

Art. 29. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Conseil de Gérance dresse et soumet dans les quatre (4) mois un inventaire des actifs et passifs et établit le bilan ainsi que le compte des profits et pertes conformément à la Loi et aux pratiques comptables luxembourgeoises.

Les comptes annuels sont soumis à l'approbation de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés qui délibère, et, le cas échéant, les approuve.

Avant cette approbation, tout associé ou son mandataire, peut prendre communication de ces documents financiers au siège social. Si la Société comporte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne peut être exercé que pendant les quinze (15) jours qui précèdent la date de l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 30. Répartition des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale (la "Réserve Légale"). Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10 %) du capital émis.

Après l'affectation à la Réserve Légale, l'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décide de la répartition du solde des bénéfices annuels nets, ainsi que de tout bénéfice reporté ou mis affecté à une réserve distribuable ou disponible pour la distribution (les "Fonds Disponibles"). Elle peut décider de verser la totalité ou une partie

du solde à un compte de réserves ou de provisions, de le reporter à nouveau ou de le distribuer, ensemble avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés comme dividendes, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans cette distribution.

Le Conseil de Gérance peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux associés dans les conditions fixées par la Loi et conformément aux dispositions qui précèdent. Le Conseil de Gérance détermine le montant et la date de paiement de ces acomptes.

Toute distribution des Fonds Disponibles, décidée par le Conseil de Gérance ou l'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés sera faite seulement suivant l'ordre suivant (l'"Ordre de Priorité"):

- (i) en premier lieu, à l'Associé de Catégorie B, dans la limite de trente millions d'Euro (€ 30.000.000,-);
- (ii) ensuite, à l'Associé de Catégorie A et à l'Associé de Catégorie B, pari passu et au prorata de leur participation dans la Société.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 31. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute avant le terme prévu à l'article 4 des présents Statuts par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les présents Statuts ou par la Loi pour toute modification des statuts.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société et de tous les frais de liquidation ainsi qu'après une disposition ordonnée des avoirs de la Société dans les meilleures conditions, l'actif net sera distribué aux détenteurs de parts sociales suivant l'Ordre de Priorité.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 32. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront soumises à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée."

Dispositions transitoires

La première année comptable de la Société commencera à sa constitution et se terminera le trente et un décembre 2009.

Souscription - Paiement

Naviglio Holdings S.à r.l., susmentionnée, décide de souscrire aux deux cent cinquante (250) Parts Sociales Ordinaires, d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (€ 25,-) chacune, et aux deux cent cinquante (250) Parts Sociales Privilégiées, d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (€ 25,-) chacune, et les libère intégralement par apport en nature d'un montant total de douze mille cinq cents Euro (€ 12.500,-) consistant en les actifs et passifs suivants:

- Toutes les parts d'associés commanditaires, représentant quatre-vingt-dix-huit pour cent (98%) du capital social de Resitalia Holding S.C.A., une société en commandite par actions, ayant son siège social au 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés, sous le numéro B 95.325, d'une juste valeur de marché totale d'un Euro (€ 1,-);
- des actifs d'un montant total de seize millions six cent dix mille sept cent dix-sept Euro et soixante-quatre Euro cents (€ 16.611.717,64);
- des passifs d'un montant total de seize millions cinq cent quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent dix-sept Euro et soixante-quatre Euro cents (€ 16.599.217,64).

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de l'apport en nature a été donnée au notaire soussigné par:

- Un bilan comptable en date du 19 décembre 2008 de Naviglio Holdings S.à r.l., susmentionnée;
- Une déclaration d'apport de Naviglio Holdings S.à r.l., susmentionnée, certifiant qu'elle est la propriétaire unique et exclusive des actifs et passifs apportées, et que la valeur de ces actifs et passifs apportés est estimée à douze mille cinq cents Euro (€ 12.500,-).

Effective implementation of the contribution

Naviglio Holdings S.à r.l., susmentionnée, déclare que:

- elle est la propriétaire unique et exclusive des actifs et passifs apportés et a la capacité de les céder, lesdits actifs et passifs étant, légalement et contractuellement, librement transférables;
- l'apport desdits actifs et passifs prend effet au 19 décembre, 2008, sans restriction;
- toutes formalités nécessaires sont en cours dans la juridiction des actifs et passifs, afin d'effectuer et formaliser le transfert et de le rendre effectif partout et envers tout tiers.

11496

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ trois mille Euro (€ 3.000,-).

Décision de l'associé unique

1. L'associé unique décide de nommer les personnes suivantes en leur qualité respective de gérant de la Société pour une durée indéterminée:

Gérant de Catégorie A:

- M. Giuseppe Statuto, Administrateur de Sociétés, né le 26 février 1967 à Aversa (Italie), ayant son adresse professionnelle au 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Category B Managers:

- M. Bart Zech, Administrateur de Sociétés, né le 5 septembre 1969 à Putten (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Luciano Salzano, Administrateur de Sociétés, né le 25 février 1948 à Naples (Italie), résidant au 51G, Via M. Lieti A Capodimonte, I-80131 Naples, Italie.

2) L'associé unique décide de fixer le siège de la Société au 12 rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J. SCHAEFFER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2008. Relation: LAC/2008/51956. Reçu à 0,5 %: soixante deux euros cinquante cents (62,50,- €)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 JAN. 2009.

Joseph ELVINGER.

Référence de publication: 2009010016/211/992.

(090008168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Lux Real Estate Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 73.080.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009010147/6312/12.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04530. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090008420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Entreprise de Constructions Schmit, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7481 Tuntange, 3, rue de Hollenfels.

R.C.S. Luxembourg B 50.835.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Pour *ENTREPRISE DE CONSTRUCTIONS SCHMIT SARL*

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2009010144/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA02289. - Reçu 20,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090008427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

Spesa GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1310 Luxembourg, Cargo Center Luxair.

R.C.S. Luxembourg B 95.657.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2008158856/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00131. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080187743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Q.A.T. II Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 116.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2008158858/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00134. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080187745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

G.A. Maintenance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1110 Findel, Parking de l'Aviation Générale Nationale.

R.C.S. Luxembourg B 81.566.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2009.

Référence de publication: 2009006748/820/12.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04750. - Reçu 16,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090004094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2009.

Q.A.T. Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 77.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2008158861/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00135. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080187746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Caufort Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 89.552.

Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14/01/2009.

Signature.

Référence de publication: 2009009365/3258/12.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02528. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Fantuzzi Reggiane Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 87.307.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.01.09.

FANTUZZI REGGIANE CORPORATION S.A.

Alexis DE BERNARDI / Mohammed KARA

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009009364/545/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA02978. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

AMCI Worldwide Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 139.547.

Résultant du contrat de vente et d'achat d'actions en date du 23 décembre 2008, les actionnaires actuels, Hans J. Mende et Fritz R. Kundrun, qui détiennent la totalité des actions (20.000 actions ordinaires), vendent la totalité de leurs actions à AMCI Worldwide Limited, avec siège social à 87, Mary Street, George Town, Grand Cayman KYI-9002, Cayman Islands.
Luxembourg, le 29 décembre 2008. Bert Seerden.

Référence de publication: 2009009564/751/13.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA02385. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Flux International Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 123.296.

Il résulte des transferts d'actions en date du 17 décembre 2008 que l'actionnaire unique est dorénavant: Javak Investments B.V. avec adresse à 4, Dennenlan, NL-5263 GZ Vught, Pays-Bas, avec 2.501 actions.

Luxembourg, le 19 décembre 2008.

ATC Management (Luxembourg) S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2009009563/751/14.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA02372. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Traiteur Loriers Luxembourg, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 13, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 117.703.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 10 novembre 2008:

- transfert du siège social L-2340 Luxembourg, 13 rue Philippe II.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 novembre 2008.

Signatures.

Référence de publication: 2009009565/777/13.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2008, réf. LSO-CX11428. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Genesisystems Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 3-7, rue Goell.

R.C.S. Luxembourg B 101.945.

Extrait du Conseil d'Administration tenu à Luxembourg le 2 décembre 2008

Le Conseil constate et accepte la démission de Monsieur Manuel Pallage demeurant 11A, rue Lambert Delava, B-4530 Villers-Le-Bouillet, aux fonctions d'administrateur.

Luxembourg, le 18 décembre 2008.

MAZARS

Commissaire aux comptes

Référence de publication: 2009009553/1682/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03079. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

JP Residential X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 80B, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 144.036.

STATUTES

In the year two thousand and eight, on the eighteenth day of December.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

The company Jargonant Partners S.à r.l., a company incorporated under Luxembourg law, with registered office at 80B, rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 78 830,

duly represented by Ms. Verena Zimmermann, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Munich, on the 15th of December 2008.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as here above stated, has requested the undersigned notary to state the articles of association of a private limited company ("société à responsabilité limitée") governed by the relevant laws and the present articles:

Title I. Name - Duration - Registered office - Purpose

Art. 1. There is hereby established between the subscriber and all those who may become members in the future, Gesellschaft mit begrenzter Haftung which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915, such as amended, and by these articles of association, under the name of

"JP Residential X S.à r.l."

Art. 2. The company is established for a limited period of time. The company will exist until 18 December 2018 at the latest. After this date, the company will only continue to exist for the purpose of its own liquidation.

Art. 3. The registered office of the company is established in the municipality of Schuttrange (Grand Duchy of Luxembourg).

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its members. Within the same municipality the registered office may be transferred through resolution of the manager(s). Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the manager(s).

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the nationality of the company. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 4. The purpose of the Company is the acquisition, the management, the enhancement and disposal of real estate located in Luxembourg or abroad.

The Company may hold ancillary participations in whichever form in domestic and foreign companies and branches, as well as debt and equity interests in companies the primary object of which is the acquisition, development, promotion, sale and lease of property, together with interests in properties, rights over properties and furniture.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general or limited member with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnership or similar entities.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

Title II. Capital - Shares

Art. 5. The subscribed capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) represented by ten thousand (10,000) shares with a par value of one Euro twenty-five Cents (EUR 1.25) each, which have been fully subscribed.

Art. 6. Any regularly constituted meeting of members of the company shall represent the entire body of members of the company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the company.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of members duly convened will be passed by majority consent of those present and voting.

The capital and other provisions of these articles of incorporation may, at any time, be changed by the sole member or by (i) a majority of members (ii) representing at least three quarters (3/4) of the capital. The members may also change the nationality of the company by a unanimous decision.

If all of the members are present or represented at a meeting of members, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The members may also take resolutions in writing without meeting if there are twenty-five (25) members or less.

Art. 7. Each share is entitled to one vote in ordinary and extraordinary general meetings.

The company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole

owner in relation to the company. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor.

Each share gives right to one fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to its relationship with the number of shares in existence.

Art. 8. If the company has only one member, this sole member exercises all the powers of the general meeting.

The decisions of the sole member, which are taken in the scope of the first paragraph, are recorded in minutes or drawn-up in writing.

Also, contracts entered into between the sole member and the company represented by him are recorded on minutes or drawn-up in writing.

Art. 9. If the company has at least two members, the shares are freely transferable between the members.

The share transfer inter vivos to non-members is subject to the consent given in a general meeting of members representing at least three quarters (3/4) of the company's share capital.

In the case of the death of a member the share transfer to non-members is subject to the consent of owners of shares representing no less than three quarters (3/4) of the rights held by the surviving members. In this case, however, the approval is not required if the shares are transferred either to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse.

Art. 10. Bankruptcy or insolvency of one or more of the members will not put an end to the company.

Art. 11. The creditors or legal successors of the members may neither, for whatever reason, affix seal on the assets or documents of the company, nor interfere in any manner in the management of the company.

Title III. Administration and Audit

Art. 12. The company shall be managed by one or several managers, who need not be members of the company.

The manager(s) is/are appointed and removed by a decision of the general meeting of members, which determines their powers, compensation and duration of their mandates. The manager(s) shall hold office until their successors are appointed.

The managers may be removed without cause.

Art. 13. The manager(s) may choose from among themselves a chairman. They may also choose a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the managers and of the members.

The managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the hour set for such a meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the managers.

Any manager may act at any meeting of the managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another manager as his proxy.

Votes may also be cast in writing or by e-mail, telegram, telex or telefax.

Each manager may take any actions necessary or useful to realise the corporate object, with the exception of those reserved by law to be decided upon by the members.

Art. 14. The minutes of any meeting of the managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two managers.

Art. 15. Each manager may confer all powers and special mandates to any person who need not to be managers, appoint and dismiss all officers and employees, and fix their remuneration.

Art. 16. The company will be bound by the sole signature of any manager or by any person(s) to whom power has been delegated or conferred in accordance with Article 15 in relation to the exercise of those powers.

Art. 17. In the execution of their mandate, the manager(s) is/are not held personally liable for the obligations of the company. However, managers may be liable for acts or omissions in the execution of their duties.

Art. 18. The accounting year of the company shall begin on January 1st of each year and shall terminate on December 31st of the same year.

Art. 19. The annual accounts are drawn up by the manager(s) as at the end of each fiscal year and will be at the disposal of the members at the registered office of the company. Each member may inspect at any time the annual accounts and in general the books of the company at the registered office of the company. The credit balance of the profit and loss

account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company.

Out of the annual net profits of the company, five percent (5%) shall be allocated to the legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the company, but will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason this threshold is not met anymore.

The general meeting of members, upon recommendation of the manager(s), will determine by vote how the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. The annual accounts of the preceding financial year have been duly approved by the members;
2. The interim accounts are established by the manager(s);
3. The interim accounts have been reviewed by the auditor, if any;
4. These accounts show sufficient profits, including profits carried forward, or any other distributable reserve;
5. The decision to pay interim dividends is taken by the manager(s).

Art. 20. The financial statements of the company may be audited by one or several statutory or independent auditors. The general meeting of members shall decide on the opportunity to appoint one or several auditor(s), and shall determine their number, remuneration and term of office.

Title IV. Winding up - Liquidation

Art. 21. In the event of dissolution of the company, which will take place at the latest immediately after 18 December 2018, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of members effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

When the liquidation is closed, the assets of the company will be distributed to the members proportionally to the shares they are holding.

Art. 22. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Art. 23. Any litigation which might occur during the liquidation of the company, either between the members themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the business of the company is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Subscription

The ten thousand (10,000) shares have been fully paid-in by Jargonant Partners S.à r.l., pre-named, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is at the free disposal of the company, as was certified to the notary executing this deed.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand two hundred euros (EUR 1.200.-).

General meeting of the member

Immediately after the incorporation of the company, the member representing the entire corporate capital represented as here above stated, held an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

- 1) The meeting resolves that the number of managers shall be set at two (2).
- 2) The following persons are appointed managers of the Company with effect as at today for an unlimited period:
 - Karl-Erbo Graf Kageneck, residing professionally at Stollbergstr. 11, 80539 München, Germany, born 29.07.1947 in Wittlich, Lawyer (LL.M.)
 - Daniel Graf von der Schulenburg, residing professionally at Stollbergstr. 11, 80539 München, Germany, born 27.01.1961 in Algier, merchant.
- 3) The registered office of the Company is at L-5367 Schuttrange, 80B, rue Principale, Luxembourg.
- 4) The first financial year shall start on the day of incorporation and close on 31 December 2009.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person appearing signed together with the notary this deed.

Es folgt die deutsche Fassung:

Im Jahre zweitausend und acht, am achtzehnten Dezember,

Vor der unterzeichneten Notarin Martine SCHAEFFER mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

Die Gesellschaft Jargonant Partners S.à r.l., eine Gesellschaft Luxemburgischen Rechts, mit Gesellschaftssitz in 80B, rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxemburg, eingetragen im Gesellschafts- und Handelsregister von Luxemburg, unter der Sektion B, Nummer 78 830,

hier vertreten durch Frau Verena Zimmermann, maître en droit, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in München am 15. Dezember 2008.

Die Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung "ne varietur" durch die erschienene Person und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

Die Erschienene, vertreten wie vorgenannt, ersuchte die unterzeichnete Notarin, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, die dem geltenden Recht und der vorliegenden Satzung unterliegt, zu beurkunden.

Titel I. Name - Dauer - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck

Art. 1. Hiermit wird zwischen den Zeichnern und all denen Personen, die später Gesellschafter der Gesellschaft werden, eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, die dem derzeit geltenden Recht, nämlich dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung und der folgenden Satzung unterliegt und die Bezeichnung "JP Residential X S.à r.l." trägt.

Art. 2. Die Gesellschaft ist auf beschränkte Dauer gegründet. Die Gesellschaft endet spätestens am 18. Dezember 2018. Nach diesem Datum wird die Gesellschaft ausschließlich zum Zwecke ihrer eigenen Auflösung weiter bestehen.

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Schuttrange (Großherzogtum Luxemburg).

Der Sitz der Gesellschaft kann an irgendeinen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg durch Beschluss der Gesellschafterversammlung verlegt werden. Innerhalb der Gemeinde kann der Sitz der Gesellschaft durch Beschluss der Geschäftsführung verlegt werden. Niederlassungen oder andere Büros können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland durch die Geschäftsführung eröffnet werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder von diesem Sitz mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft. Die Bekanntmachung einer Verlegung an Dritte hat durch das Organ der Gesellschaft zu erfolgen, das unter den gegebenen Umständen hierzu am besten in der Lage ist.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Verwaltung, die Wertsteigerung von und die Verfügung über Immobilien in Luxemburg oder im Ausland.

Die Gesellschaft darf sonstige Beteiligungen jedweder Form in luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften und Niederlassungen sowie Anleihen und Kapitalanlagen in Gesellschaften halten, deren Hauptzweck der Erwerb, die Entwicklung, die Förderung, der Verkauf und die Vermietung von Immobilien ist, zusammen mit Kapitalinteressen in Eigentum, Eigentumsrechten und Einrichtungen.

Die Gesellschaft kann ebenfalls den Gesellschaften, in denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren, oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann zudem als Komplementär oder Kommanditist mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung für alle Schulden und Verpflichtungen von Kommanditgesellschaften oder ähnlichen Unternehmensstrukturen handeln.

Die Gesellschaft kann auf eigene Rechnung oder im Namen von Dritten alle Geschäfte betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind oder direkt oder indirekt mit diesem Zweck verbunden sind.

Titel II. Gesellschaftskapital und Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-) eingeteilt in zehntausend (10.000) Gesellschaftsanteile zu je einem Euro fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25.-), die vollständig einbezahlt wurden.

Art. 6. Auf jeder ordnungsgemäß zusammengesetzten Gesellschafterversammlung wird die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft vertreten. Sie hat die weitest gehenden Befugnisse, alle Handlungen in Bezug auf die Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, zu vollstrecken oder zu ratifizieren.

Sofern das Gesetz nichts anderes vorsieht, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung per Beschluss einer einfachen Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Gesellschafter angenommen.

Das Stammkapital sowie die Artikel dieser Satzung können zu jeder Zeit durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder per Beschluss (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals halten, geändert werden. Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft kann ebenfalls durch den einstimmigen Beschluss der Gesellschafter herbeigeführt werden.

Falls alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und falls sie erklären, dass sie über die Tagesordnung informiert wurden, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Gesellschafterbeschlüsse können auch schriftlich und ohne Versammlung gefasst werden, wenn die Gesellschaft fünfzig (25) oder weniger Gesellschafter besitzt.

Art. 7. Jeder Geschäftsanteil berechtigt zur Abgabe einer Stimme bei einer ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlung.

Die Gesellschaft wird nur einen einzigen Eigentümer pro Geschäftsanteil anerkennen. Falls ein Geschäftsanteil im Besitz von mehr als einer Person ist, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung aller Rechte des betreffenden Geschäftsanteils aufzuheben, bis eine Person als alleiniger Eigentümer in Bezug auf die Gesellschaft benannt wurde. Das gleiche gilt für den Konfliktfall zwischen dem Nießbraucher (usufruitier) und dem Eigentümer (nu-propriétaire) oder zwischen dem Schuldner, dessen Schuld mit einem Pfandrecht belastet wird, und seinem Gläubiger.

Jeder Geschäftsanteil berechtigt zu einem Anteil an den Vermögensgegenständen und am erzielten Gewinn der Gesellschaft in seinem direkten proportionalen Verhältnis zu der Anzahl der bestehenden Geschäftsanteile.

Art. 8. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, übt dieser Alleingesellschafter die Funktion der Gesellschafterversammlung aus.

Die Entscheidungen des Alleingesellschafters, die im Rahmen des ersten Absatzes getroffen werden, sind in ein Protokoll aufzunehmen oder schriftlich abzufassen.

Weiterhin werden Verträge, die zwischen dem Alleingesellschafter und der durch den Alleingesellschafter vertretenen Gesellschaft geschlossen werden, schriftlich abgefasst.

Art. 9. Wenn die Gesellschaft mindestens zwei Gesellschafter hat, sind die Geschäftsanteile frei unter den Gesellschaftern übertragbar.

Die Übertragung von Geschäftsanteile an Nicht-Gesellschafter ist abhängig von der Zustimmung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals repräsentieren, in einer Gesellschafterversammlung.

Im Todesfall eines Gesellschafters ist die Übertragung von Geschäftsanteilen an Nicht-Gesellschafter abhängig von der Zustimmung der Gesellschafter, die nicht weniger als drei Viertel (3/4) der Rechte der verbleibenden Gesellschafter repräsentieren.

In diesem Fall ist die Genehmigung nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Pflichtteilsberechtigten oder den überlebenden Lebenspartner erfolgt.

Art. 10. Konkurs und Insolvenz eines oder mehrerer Gesellschafter haben nicht die Beendigung der Gesellschaft zur Folge.

Art. 11. Gläubiger oder Rechtsnachfolger der Gesellschafter können in keinem Fall Antrag auf Siegelanlegung am Gesellschaftseigentum oder Gesellschaftsdokumenten stellen noch in irgendeiner Weise in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

Titel III. Geschäftsführung und Prüfung

Art. 12. Die Geschäftsführung besteht aus einem oder mehreren Geschäftsführern, die nicht Gesellschafter der Gesellschaft sein müssen.

Die Geschäftsführer werden durch Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt und abberufen.

Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Befugnisse, die Vergütung und die Dauer des Mandats der Geschäftsführer, wobei diese ihr Amt solange ausüben, bis ein Nachfolger bestimmt wurde.

Die Geschäftsführer können ohne Grund abberufen werden.

Art. 13. Die Geschäftsführung kann unter ihren Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen.

Sie kann weiterhin einen Sekretär wählen, der nicht Geschäftsführer sein muss und verantwortlich für die Aufzeichnung der Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung und der Gesellschafter ist.

Die Geschäftsführung kommt auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder zwei Geschäftsführer zusammen und zwar an dem Ort, der in der Einberufung der Sitzung genannt ist.

Schriftliche Einberufungsschreiben zu jeder Sitzung der Geschäftsführung müssen allen Geschäftsführern mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem Zeitpunkt der Abhaltung der Sitzung zugestellt werden, außer in dringenden Fällen, in denen die Art der Dringlichkeit in dem Einberufungsschreiben genannt werden muss.

Auf die Einberufung kann durch die schriftlich oder per Telefon, Telegramm, Telex oder Fax erteilte Zustimmung eines jeden Geschäftsführers verzichtet werden. Gesonderte Einberufungsschreiben sind nicht notwendig bei individuellen Si-

tzungen, die zu Zeiten und an Orten gehalten werden, die aus einem Zeitplan hervorgehen, der vorher durch einen Geschäftsführungsbeschluss genehmigt wurde.

Jeder Geschäftsführer kann sich bei jeder Sitzung vertreten lassen, indem er schriftlich oder per Telefon, Telegramm, Telex oder Fax einen anderen Geschäftsführer zum Vertreter bestellt.

Abstimmungen können auch schriftlich oder per E-Mail, Telegramm, Telex oder Fax durchgeführt werden.

Jeder einzelne Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, jegliche Handlungen zur Erfüllung des Zweckes der Gesellschaft vorzunehmen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind.

Art. 14. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden durch den Vorsitzenden unterzeichnet oder, in dessen Abwesenheit, durch den stellvertretenden Vorsitzenden.

Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 15. Jeder Geschäftsführer kann mit dem vorherigen einstimmigen Beschluss der Gesellschafterversammlung jegliche Befugnisse und Sondervollmachten an jede Person, die nicht unbedingt Geschäftsführer sein muss, übertragen, Angestellte einstellen oder absetzen und ihre Vergütung festsetzen.

Art. 16. Die Gesellschaft wird durch die Einzelunterschrift eines jeden Geschäftsführers oder durch die Einzelunterschrift jeder in Übereinstimmung mit dem Artikel 15 bevollmächtigten Person verpflichtet.

Art. 17. In Ausübung ihres Mandats ist/sind der/die Geschäftsführer nicht persönlich haftbar für die Verpflichtungen der Gesellschaft. Jedoch können Geschäftsführer für Handlungen oder Unterlassungen in der Ausübung ihrer Pflichten haftbar gemacht werden.

Art. 18. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres.

Art. 19. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres wird durch die Geschäftsführung ein Jahresabschluss erstellt und den Gesellschaftern am Sitz der Gesellschaft zur Verfügung gestellt. Jeder Gesellschafter kann zu jeder Zeit am Sitz der Gesellschaft Einsicht in den Jahresabschluss und die Bücher der Gesellschaft nehmen.

Das Guthaben der Gewinn- und Verlustbilanz nach Abzug der allgemeinen Kosten, Sozialabgaben, Tilgungen und Provisionen stellt den Gewinn der Gesellschaft dar. Von diesem jährlichen Gewinn der Gesellschaft werden 5% (fünf Prozent) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung von Rücklagen endet, wenn die Rücklagen einen Betrag erreicht haben, der 10% (zehn Prozent) des Stammkapitals der Gesellschaft entspricht, lebt aber auf bis zur vollständigen Wiederherstellung der Rücklagen, wenn zu irgendeinem Zeitpunkt aus welchen Gründen auch immer die Rücklagen angegriffen wurden.

Auf Empfehlung der Geschäftsführung entscheidet die Gesellschafterversammlung durch einstimmigen Beschluss über die Verwendung des jährlichen Gewinnes.

Vorschüsse auf Dividenden können zu jeder Zeit unter den nachfolgenden Bedingungen ausgezahlt werden:

1. Der Jahresabschluss des vorherigen Geschäftsjahres wurde von den Gesellschaftern verabschiedet;
2. Die Geschäftsführer haben einen Zwischenabschluss aufgestellt,
3. Der Zwischenabschluss wurde gegebenenfalls von dem Wirtschaftsprüfer geprüft;
4. Dieser Zwischenabschluss weist ausreichend Gewinne auf, einschließlich der übertragenen Gewinne und der anderen freien Reserven;
5. Die Entscheidung, Vorschüsse auf Dividenden zu gewähren, wird durch die Geschäftsführung getroffen.

Art. 20. Die Prüfung der Finanzunterlagen der Gesellschaft kann durch einen oder mehrere gesetzliche oder unabhängige Wirtschaftsprüfer erfolgen. Die Gesellschafterversammlung entscheidet über die Möglichkeit der Ernennung einer oder mehrerer Wirtschaftsprüfer und legt deren Anzahl, Vergütung und die Dauer ihres Mandates fest.

Titel IV. Auflösung und Liquidation

Art. 21. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, die spätestens unmittelbar nach dem 18. Dezember 2018 stattfinden wird, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können), die durch die Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über diese Auflösung entschieden hat und ihre Befugnisse und Vergütungen festlegen wird.

Nach Abschluss der Liquidation werden die Aktiva der Gesellschaft den Gesellschaftern im Verhältnis zu den Geschäftsanteilen, die sie halten, zugeteilt.

Art. 22. Für alle Punkte, die nicht in der vorliegenden Satzung vorgesehen sind, gelten die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung.

Art. 23. Jeder Rechtsstreit, der während der Liquidation der Gesellschaft eintritt, auch zwischen den Gesellschaftern oder zwischen dem/den Geschäftsführer(n) und der Gesellschaft, unterliegt, sofern es die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft betrifft, der Entscheidung eines Schiedsgerichtes ("arbitrage") gemäß der Zivilprozessordnung.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit die in Artikel 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen überprüft zu haben, und bescheinigt ausdrücklich, dass diese erfüllt worden sind.

Zeichnung

Die zehntausend (10.000) Gesellschaftsanteile wurden vollständig einbezahlt durch Jargonant Partners S.à r.l., vorbenannt, sodass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) der Gesellschaft zur freien Verfügung steht, wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, in welcher Form auch immer, die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200.-) geschätzt.

Gesellschafterversammlung

Unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft hielt der Alleingesellschafter, der das gesamte Stammkapital vertritt, vertreten wie vorbenannt, eine außerordentliche Gesellschafterversammlung ab und fasste folgende Beschlüsse:

- 1) Die Versammlung beschließt, die Zahl der Geschäftsführer auf zwei (2) festzusetzen.
- 2) Die folgenden Personen werden mit Wirkung zum heutigen Tage zu Geschäftsführern auf unbegrenzte Dauer ernannt:
 - Karl-Erbo Graf Kageneck, geschäftsansässig in Stollbergstr. 11, 80539 München, Deutschland, geboren am 29.07.1947 in Wittlich, Jurist (LL.M.)
 - Daniel Graf von der Schulenburg, geschäftsansässig in Stollbergstr. 11, 80539 München, Deutschland, geboren am 27.01.1961 in Algier, Kaufmann.
- 3) Der Sitz der Gesellschaft ist in L-5367 Schuttrange, 80B, rue Principale, Luxemburg.
- 4) Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.

Die unterzeichnende Notarin, die die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben genannten erschienenen Partei die vorliegende Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Gemäß dem Wunsch derselben Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die englische Fassung maßgebend.

WORÜBER URKUNDE, Geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat dieser zusammen mit der Notarin die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: V. Zimmermann et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg AC, le 24 décembre 2008. LAC/2008/52406. Reçu soixante-deux euros cinquante cents Eur 0,5% = 62,50

Le receveur (signé): Francis SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009009305/5770/377.

(090007864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Argos Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 143.462.

OUVERTURE DE SUCCURSALE

Extrait

Il résulte des résolutions du manager unique de la Société, Argos Belgium, une société constituée en Belgique, immatriculée au registre de commerce d'Anvers sous le numéro 0862.498.759, prises en date du 10 novembre 2008, que la Société a décidé de constituer une succursale au Luxembourg sous le nom ARGOS LUXEMBOURG.

Informations concernant la succursale

Dénomination sociale: Argos Luxembourg

Adresse: 7, route du Vin, L-5401 AHN

Activités: Le commerce et la participation à des transactions commerciales concernant le pétrole et autres matières minérales et tous produits dérivés, le stockage et le transport des matières et produits précités.

Début des activités: 1^{er} janvier 2009

Représentant permanent de la succursale et ses pouvoirs:

Jeroen Fulco Govert van den BRINK, né le 17 septembre 1961 à Den Helder (Pays-Bas), domicilié à Dommelstraat, 13, 5551 TA, Valkenswaard, Pays-Bas

En sa qualité de représentant légal de la succursale, M. Jeroen Fulco Govert van den BRINK, susmentionné, est autorisé à engager et représenter la succursale de la société envers les tiers ainsi qu'en justice par sa seule signature.

Informations concernant la société Belge

Dénomination sociale: Argos Belgium,

Forme sociale: Société à responsabilité limitée

Adresse: Haven, 40A, Madrasstraat, 5, 2030 Antwerp, Belgium

Registre: Registre du Commerce et des Sociétés en Belgique

Numéro d'immatriculation: 0862.498.759

Personne ayant le pouvoir d'engager la société envers les tiers par sa signature et de la représenter en justice:

Jeroen Fulco Govert van den BRINK, né le 17 septembre 1961 à Den Helder (Pays-Bas), domicilié à Dommelstraat, 13, 5551 TA, Valkenswaard, Pays-Bas, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AHN, le 28 novembre 2008.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009000224/556/38.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04644. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080185651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Europe Shipping A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 83.558.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2008158864/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00137. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080187748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Medlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 111.926.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social de Carey S.A. le 15 décembre 2008

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg avec effet immédiat.

L'Assemblée Générale décide de révoquer Monsieur Luc Verelst, employé privé, né le 23 avril 1954 à Wilrijk (Belgique) en tant qu'administrateur de la société.

L'Assemblée Générale décide de démissionner le Commissaire aux Comptes et les Administrateurs suivants, à savoir

- TRUSTAUDIT SA, société anonyme, dont le siège social est situé au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 73.125 de son poste de Commissaire aux comptes,

- EDIFAC S.A, société anonyme, dont le siège social est situé au 207, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 72.257, de son poste d'administrateur,

- Madame Catherine Guffanti, employée privée, née le 20 janvier 1963 à LONGWY (France), de son poste d'administrateur.

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet immédiat les administrateurs suivants, à savoir:

- Monsieur Jean Lambert, maître en économie, né le 2 mai 1952 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg,

- Madame Catherine Peuteman, née le 1^{er} décembre 1967 à Messancy (Belgique), employée privée, demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg,

- Monsieur Patrice Yande, employé privé, né le 30 juin 1969 à Saint Mard (Belgique), demeurant professionnellement au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, au poste d'Administrateur.

Leurs mandats d'administrateurs expireront lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2011.

L'Assemblée Générale décide de nommer un nouveau commissaire aux comptes avec effet immédiat, à savoir:

- EXAUDIT S.A., société anonyme, dont le siège social est situé au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.982.

Le mandat du commissaire aux comptes expirera lors de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en l'année 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009009215/7491/38.

Enregistré à Luxembourg, le 8 janvier 2009, réf. LSO-DA01979. - Reçu 14,0 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(090007169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2009.

Airfreight Development Worldwide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11C, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 100.302.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2008158866/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00139. - Reçu 18,0 euros.

Le Releveur (signé): J. Tholl.

(080187749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

**YPL Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle,
(anc. Levav Consulting S.à r.l.).**

Siège social: L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert 1er.

R.C.S. Luxembourg B 116.714.

L'an deux mille huit, le dix-huit décembre.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Madame Osnat Levav, consultante, demeurant à L-1117 Luxembourg, 51, rue Albert I^{er},
ici représentée par Madame Marie-Laure AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg, 23, rue Aldringen,
en vertu d'une procuration datée du 18 décembre 2008.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante, représentée comme dit-est, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société LEVAV CONSULTING, S.à r.l., société à responsabilité limitée unipersonnelle, constituée suivant acte du notaire instrumentant, en date du 19 mai 2006, publié au Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1460 du 29 juillet 2006 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 28 novembre 2008, en cours de publication au Mémorial.

- Qu'elle a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'associée unique décide de changer la dénomination de la société en YPL CONSULTING S.à r.l.

En conséquence l'article 4 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 4. (version française).** La Société aura la dénomination "YPL CONSULTING S.à r.l.".

" **Art. 4. (version anglaise).** The Company will have the name "YPL CONSULTING S.à r.l.".

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M.-L. AFLALO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 décembre 2008. LAC/2008/51447. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur ff. (signé): F. SCHNEIDER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2009.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2009009995/220/38.

(090008796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2009.

RCARRE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 83, rue Pafebruch.

R.C.S. Luxembourg B 81.025.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2008158868/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 9 décembre 2008, réf. DSO-CX00140. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080187750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2008.

Hôtel de la Gaichel, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8469 Gaichel,

R.C.S. Luxembourg B 21.148.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Pour HOTEL DE LA GAICHEL S.à r.l.
FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG S.A.
Signature

Référence de publication: 2009002230/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08200. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080191098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

L. Elenz GmbH & Co., Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-6776 Grevenmacher, 5, an de Längten.

R.C.S. Luxembourg B 100.136.

—
Eintragung Anschriftenänderung im Mémorial

Ab dem 01.01.2009 haben wir folgende Anschrift:

L. Elenz GmbH & Co.
5, an de Längten
L-6776 Grevenmacher

Wir danken Ihnen für die Bearbeitung und verbleiben.

L. Elenz GmbH & Co. KG
Unterschrift

Référence de publication: 2008159188/2453/17.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07581. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2008.

Diag Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 46.274.

—
Le Bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009006749/534/12.

Enregistré à Luxembourg, le 29 décembre 2008, réf. LSO-CX10545. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090004041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2009.

Astrum S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 29.026.

—
Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 JAN. 2009.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2009008110/550/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA01010. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Beteiligungsgesellschaft Friedrich S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6637 Wasserbillig, 44, Esplanade de la Moselle.
R.C.S. Luxembourg B 53.552.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Hauptversammlung vom 5. dezember 2008

Die Generalversammlung beschließt Herr Johannes FRIEDRICH, Herr Markus FRIEDRICH und Herr Artur FRIEDRICH, bis zur Generalversammlung des Jahres 2014, als Verwaltungsratsmitglieder zu ernennen. Frau Sabine WILBERT wird, bis zur Generalversammlung des Jahres 2014, als Kommissar ernannt.

Herr Artur FRIEDRICH legt sein Mandat als Kommissar nieder. Frau Barbara FRIEDRICH legt Ihr Mandat als Verwaltungsratsmitglied nieder.

VERWALTUNGSRAT

- Herr Markus FRIEDRICH, wohnhaft zu D-54344 Kenn, Auf der Kenner Ley, 6
- Herr Johannes FRIEDRICH, wohnhaft zu D-54344 Kenn, Auf der Kenner Ley, 6
- Herr Artur FRIEDRICH, wohnhaft zu D-54344 Kenn, Auf der Kenner Ley, 6

PRUEFUNGSKOMMISSAR

- Sabine WILBERT mit Berufsanschrift in L-6637 WASSERBILLIG, 44, Esplanade de la Moselle.

Unterschrift.

Référence de publication: 2009009485/680/22.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02653. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Nanou S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 130.951.

Notification de cession de parts sociales

Suite à la convention de cession de parts sociales, signée en date du 17 décembre 2008, entre:

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65 906,

et

LAYCA (MANAGEMENT) S.A., une société de droit des Iles Vierges Britanniques ayant son siège social au 2nd floor, Abbott Building, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, IBC n° 591194.

L'actionnariat de NANOU S.à r.l. se compose comme suit:

- SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 412F, route d'Esch à L-2086 Luxembourg et enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.906,

détenant (cinq cents) 500 parts sociales.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A.

Grégory GUISSARD / Christoph KOSSMANN

Assistant Manager / Secrétaire Général du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2009009544/795/26.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03137. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Barbican S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 56.731.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 JAN. 2009.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009008111/550/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA00986. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Urbis Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 127.034.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 JAN. 2009.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009008114/550/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA00985. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Inwood S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 121.994.

Extrait des décisions prises lors par l'associé unique en date du 10 novembre 2008

Première résolution

L'Associé Unique accepte la démission de Monsieur Bob FABER, de son poste de Gérant de la Société avec effet au 1^{er} novembre 2008.

Deuxième résolution

L'Assemblée nomme au poste de Gérant de la société pour une durée indéterminée avec effet au professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

- Mr Alain PEIGNEUX, né le 27 février 1968 à Huy (Belgique), résidant professionnellement au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009009486/6341/22.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04173. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Egatia S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 4.432.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 JAN. 2009.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009008115/550/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA01032. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Rutherford S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 93.099.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 JAN. 2009.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009008118/550/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA01030. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Citation Centre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 90.978.

Il résulte du procès verbal d'une réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement le 10 décembre 2008 que:

- Mme Annie SWETENHAM, corporate manager, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, a été nommée au poste d'administrateur en remplacement de M. Gérard MULLER, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

- Les mandats des administrateurs sortants: M. Marc SCHMIT, Président du Conseil d'Administration et M. Fernand HEIM, tous deux avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, ainsi que le mandat du commissaire aux comptes, M. Marco RIES, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, ont été reconduits pour une nouvelle période de statutaire de 6 ans. Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour extrait conforme

SG AUDIT S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2009009501/521/22.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA01414. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Atwood S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 92.770.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 JAN. 2009.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009008119/550/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA01075. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Norge Financial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 92.339.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 JAN. 2009.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009008122/550/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA01083. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Millipart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 214.347.700,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 112.435.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société Millipart S.à r.l. en date du 23 décembre 2008

Il résulte des résolutions écrites prises par l'actionnaire unique de la société Millipart S.à r.l. le 23 décembre 2008 que:

Résolution unique

L'actionnaire unique décide de transférer le siège social de la Société du 24, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg au 2a, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg à compter du 1^{er} janvier 2009. L'actionnaire unique constate que Monsieur Richard LENERTZ, en qualité de membre du conseil de gérance de la Société demeura professionnellement au 2A, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg à compter du 1^{er} janvier 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009009508/1729/22.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2009, réf. LSO-DA03561. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Andrews S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 92.585.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 JAN. 2009.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009008124/550/16.

Enregistré à Luxembourg, le 6 janvier 2009, réf. LSO-DA01018. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090005353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Blynn S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 44.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2009008127/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2008, réf. DSO-CX00347. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(090005300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

MCB (Beteiligungs- und Grundbesitz) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 80.133.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 30 juin 2008

La société Atmosfaehr S.A.H., avec siège social à L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, inscrite au Registre de Commerce à Luxembourg, numéro B 69.790, déclarait son intention de vendre 500 parts sociales de la société à Farfal Trading Limited, avec siège social à CY-3720 Limassol, Elena Court 70, Gladstone Street, Register of Commerce HE211151.

L'Assemblée décidait à l'unanimité d'accepter ce transfert de parts sociales.

La répartition des parts sociales est donc dès maintenant comme suit:

Farfal Trading Limited	500 parts
Total	500 parts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2008.

MCB (Beteiligungs- und Grundbesitz) S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009009539/1276/22.

Enregistré à Luxembourg, le 5 janvier 2009, réf. LSO-DA00579. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Intravel, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 44.488.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 9 décembre 2008

L'assemblée décide de révoquer avec effet immédiat Monsieur Gérard Thuilliez avec adresse professionnelle au 30, rue Jean-Jacques Rousseau, CH-1211 Genève et Madame Marie-Claude Locatelli avec adresse professionnelle au 30, rue Jean-Jacques Rousseau, CH-1211 Genève de leur fonction d'administrateur.

L'Assemblée décide de nommer deux nouveaux administrateurs:

- Monsieur Christian Chavaz, avec adresse privée au 3, ch. De la Remettaz, CH-1234 Vessy,
- Monsieur Denis Keller, avec adresse privée au 3, rue Carqueron, CH-1220 Les Avanchets.

Les nouveaux administrateurs ainsi nommés termineront les mandats de leurs prédécesseurs, jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire à tenir en 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 janvier 2009.

EURO-SUISSE AUDIT (LUXEMBOURG)

Signature

Référence de publication: 2009009554/636/22.

Enregistré à Luxembourg, le 14 janvier 2009, réf. LSO-DA04563. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090007892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

Hecker Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6477 Echternach, 37, rue des Remparts.

R.C.S. Luxembourg B 80.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2009008128/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2008, réf. DSO-CX00345. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(090005298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Müller Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6477 Echternach, 37, rue des Remparts.

R.C.S. Luxembourg B 80.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2009008130/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2008, réf. DSO-CX00341. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(090005297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

**First Data International Luxembourg IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. First Data Luxembourg IV S.à r.l.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 132.660.

In the year two thousand and eight, on the fourth of December,
Before Maître Paul FRIEDERS, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) Mrs. Chantal KEEREMAN, lawyer, residing in Luxembourg, acting in her capacity as attorney-in-fact of PayCan Holdings Inc., a company formed under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, U.S.A., by virtue of a proxy given on December 3, 2008.

2) Mr Frédéric LEMOINE, attorney-at-law, residing in Luxembourg, acting in his capacity as attorney-in-fact of CanPay Holdings Inc., a company formed under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, U.S.A., by virtue of a proxy given on December 3, 2008.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholders and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Who declared and requested the undersigned notary to state:

I. That PayCan Holdings Inc. and CanPay Holdings Inc., are the sole partners of First Data Luxembourg IV S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-8, Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 132660 (the "Company") incorporated pursuant to a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, dated August 10, 2007, published in the Mémorial C number 2630 of November 16, 2007.

II. That the capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred euro (€ 12,500) divided into one hundred (100) shares of one hundred and twenty-five euro (€ 125) each.

That the agenda of the meeting is the following:

1. Change of name from "First Data Luxembourg IV S.à r.l." to "First Data International Luxembourg IV S.à r.l." and subsequent amendment of Article 4 of the articles of association.

2. Amendment of Article 13 paragraphs 1 and 13 of the articles of association so as to read as follows:

Art. 13. Paragraph 1

"The Company is administrated by a board of managers composed of five (5) members, either shareholders or not, who are appointed by the general meeting of shareholders. The board of managers will be composed of two (2) Luxembourg resident managers ("B Managers") and of three (3) non resident managers ("A Managers")."

Paragraph 13

"The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxy and provided that at least one (1) of the A Managers and one (1) of the B Managers are present or represented by proxy. Any decision of the board of managers shall be taken with the favorable vote of the simple majority of the managers present or represented at such meeting, provided that at least one (1) of the A Managers and one (1) of the B Managers shall have voted in favor of such decision. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting."

3. Approval of the resignation of Mr. Stanley Jay ANDERSEN and Mr. Scot SILVERGLATE as A managers.

4. Appointment of Mr. Gregory PIEL, Mr. Steve MENZIES and Mr. Erik WILMS as A Managers and of Mr. Sébastien PAUCHOT as additional B Manager. Determination of the duration of their mandate.

III. After this had been set forth, the above named partners, representing the whole corporate capital, have decided to take the following resolutions:

First resolution

The partners decide to change the name from "First Data Luxembourg IV S.à r.l." to "First Data International Luxembourg IV S.à r.l." and subsequently to amend Article 4 of the articles of association so as to read as follows:

" **Art. 4.** The Company will have the name "First Data International Luxembourg IV S.à r.l.""

Second resolution

The partners decide to amend Article 13 paragraphs 1 and 13 of the articles of association so as to read as follows:

Art. 13. Paragraph 1

"The Company is administrated by a board of managers composed of five (5) members, either shareholders or not, who are appointed by the general meeting of shareholders. The board of managers will be composed of two (2) Luxembourg resident managers ("B Managers") and of three (3) non resident managers ("A Managers")."

Paragraph 13

"The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxy and provided that at least one (1) of the A Managers and one (1) of the B Managers are present or represented by proxy. Any decision of the board of managers shall be taken with the favorable vote of the simple majority of the managers present or represented at such meeting, provided that at least one (1) of the A Managers and one (1) of the B Managers shall have voted in favor of such decision. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting."

Third resolution

The partners approve the resignation of the existing A managers, Mr. Scot SILVERGLATE and Mr. Stanley ANDERSEN with effect on December 4, 2008.

Fourth resolution

The partners decide to appoint the following persons as members of the board of managers of the Company with effect on December 4, 2008.

As A Managers:

- 1) Gregory PIEL, attorney, born in Sterling, Colorado (USA) on June 2, 1962, residing professionally at Beaver Row, Unit 6, Floor 2, Belfield Office Park, Clonskeagh, Dublin 14, Ireland.
- 2) Steve MENZIES, Senior Vice President, Finance, born in Wanstead (UK) on October 20, 1954, residing at The Meadows, Ashmead Lane, Denham Village, Bucks, UB 95BB, United Kingdom.
- 3) Erik WILMS, Tax advisor, born in Roermond (The Netherlands) on January 8, 1963, residing at Bickerswerf 33, 1013 KV Amsterdam, The Netherlands.

As additional B Manager:

Sébastien PAUCHOT, private employee, born in Paris (France) on March 1, 1976, residing professionally at 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg.

The duration of their mandate is unlimited.

There being no further business before the meeting, the same was adjourned thereupon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons, in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by name, given name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present original deed.

Follows the french version:

L'an deux mille huit, le quatre décembre.

Pardevant Maître Paul FRIEDERS, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

- 1) Madame Chantal KEEREMAN, juriste, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de PayCan Holdings Inc., une société constituée sous les lois de l'état du Delaware, ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, U.S.A., en vertu d'une procuration donnée le 3 décembre 2008;
- 2) Maître Frédéric LEMOINE, avocat, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de CanPay Holdings Inc., une société consti-tuée sous les lois de l'état du Delaware, ayant son siège social à 2711 Center-ville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, U.S.A., en vertu d'une procu-ration donnée le 3 décembre 2008.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par les mandataires et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront soumises aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont déclaré et requis le notaire instrumentaire d'acter:

I Que PayCan Holdings Inc. et CanPay Holdings Inc. sont les seuls asso-ciés de First Data Luxembourg IV S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 2-8, Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg, inscrite auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132660 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 août 2007, publié au Mémorial C, numéro 2630 du 16 novembre 2007.

II Que le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 €) divisé en cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125 €) chacune.

III Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Changement du nom de "First Data Luxembourg IV S.à r.l." en "First Data International Luxembourg IV S.à r.l." et modification subséquente de l'Article 4 des statuts.
2. Modification de l'Article 13 paragraphes 1 et 13 des statuts afin de leur donner la teneur suivante:

Art. 13. Paragraphe 1

"La Société est administrée par un conseil de gérance composé de cinq (5) membres, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des associés. Le conseil de gérance sera composé de deux (2) gérants résidents luxembourgeois ("gérants B") et de trois (3) gérants non résidents ("gérants A")."

Paragraphe 13

"Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration et qu'au moins un (1) des gérants A et un (1) des gérants B soient présents ou représentés par procuration. Toute décision du conseil de gérance sera adoptée à la majorité simple des gérants présents ou représentés à telle réunion pour autant qu'au moins un (1) des gérants A et un (1) des gérants B aient voté en faveur de telle décision."

3. Approbation de la démission de M. Stanley Jay ANDERSEN et de M. Scot SILVERGLATE en tant que gérants A.

4. Nomination de M. Gregory PIEL, M. Steve MENZIES et M. Erik WILMS en tant que gérants A et de M. Sébastien PAUCHOT en tant que gérant B additionnel. Détermination de la durée de leur mandat.

IV Ces faits exposés, les associés prénommés représentant l'intégralité du capital social ont décidé de prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de modifier le nom de "First Data Luxembourg IV S.à r.l." en "First Data International Luxembourg IV S.à r.l." et de modifier subséquemment l'Article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 4. La Société aura la dénomination "First Data International Luxembourg IV S.à r.l."

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier l'Article 13 paragraphes 1 et 13 des statuts afin de leur donner la teneur suivante:

Art. 13. Paragraphe 1

"La Société est administrée par un conseil de gérance composé de cinq (5) membres, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des associés. Le conseil de gérance sera composé de deux (2) gérants résidents luxembourgeois ("gérants B") et de trois (3) gérants non résidents ("gérants A")."

Paragraphe 13

"Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration et qu'au moins un (1) des gérants A et un (1) des gérants B soient présents ou représentés par procuration. Toute décision du conseil de gérance sera adoptée à la majorité simple des gérants présents ou représentés à telle réunion pour autant qu'au moins un (1) des gérants A et un (1) des gérants B aient voté en faveur de telle décision."

Troisième résolution

Les associés décident d'approuver la démission des gérants A existants, M. Scot SILVERGLATE et M. Stanley ANDERSEN avec effet au 4 décembre 2008.

Quatrième résolution

Les associés décident de nommer les personnes suivantes en tant que membres du conseil de gérance de la Société avec effet au 4 décembre 2008.

En tant que Gérants A:

1. Gregory PIEL, avocat, né à Sterling, Colorado (USA) le 2 juin 1962 demeurant professionnellement à Beaver Row, Unit 6, Floor 2, Belfield Office Park, Clonskeagh, Dublin 14, Irlande.

2. Steve MENZIES, Senior Vice President, Finance, né à Wanstead (UK) le 20 octobre 1954 demeurant à The Meadows, Ashmead Lane, Denham Village, Bucks, UB 95 BB, Royaume-Uni.

3. Erik WILMS, tax advisor, né à Roermond (Pays-Bas) le 8 janvier 1963, demeurant à Bickerwerf 33, 1013 KV Amsterdam, Pays-Bas.

En tant que Gérant B additionnel:

Sébastien PAUCHOT, employé privé, né à Paris (France) le 1^{er} mars 1976 demeurant professionnellement à 2-8 Avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg.

La durée de leur mandat est indéterminée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est close.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ch. Keereman, F. Lemoine, Frieders.

11520

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 DEC. 2008. Relation: LAC / 2008 / 49490. Reçu 12 € (douze euros).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2009.

Paul FRIEDERS.

Référence de publication: 2009009318/212/175.

(090007925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2009.

PB2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 52, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 77.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

CENTRE KENNEDY

53, avenue J.F. Kennedy

L-9053 ETTTELBRUCK

Signature

Référence de publication: 2009008144/832/16.

Enregistré à Diekirch, le 22 décembre 2008, réf. DSO-CX00333. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(090005290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 janvier 2009.

Willemite Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 118.616.

Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale tenue en date du 28 novembre 2008

Première résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société du 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg et ce avec effet au 1^{er} décembre 2008.

Les administrateurs de la Société, Géraldine SCHMIT, Christophe DAVEZAC et José CORREIA, ont également transféré leur adresse professionnelle au 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Deuxième résolution

L'Assemblée accepte la démission de Wood, Appleton, Oliver Experts-Comptables S.à r.l. de son poste de Commissaire aux Comptes de la Société avec effet immédiat.

L'Assemblée nomme READ S.à r.l., ayant son siège social au 3A, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au poste de Commissaire aux Comptes de la société avec effet immédiat.

Son mandat commencera avec la revue des comptes annuels au 31 décembre 2007 et se terminera lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012.

Pour extrait

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009009237/587/25.

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2009, réf. LSO-DA02667. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(090006741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 janvier 2009.
